

Livre blanc: vingt mois après

Alain Dubuc

■ Tout a commencé il y a vingt mois, le 10 mai 1983. « C'est dans ce contexte que j'ai l'intention de déposer, l'automne prochain, un livre blanc sur la fiscalité des particuliers qui examinera en même temps tous les programmes fiscaux ou sociaux qui s'y greffent et formulera un certain nombre de recommandations pour l'ensemble de la fiscalité des particuliers, de bas en haut de l'échelle... Une fois le livre blanc publié, une discussion publique pourra s'engager, et les décisions quant à la réforme du système seront alors annoncées au prochain Discours sur le budget. »

Le ministre des Finances tenait ces propos lors de son budget de 1983. Il était pour le moins optimiste. Son Livre blanc, au lieu d'être publié à l'automne 1983, comme il l'affirmait alors, sera enfin présenté aujourd'hui, le 10 janvier 1985.

Ce n'est pas par malice que l'on insiste ainsi sur les longs retards qui ont ponctué l'élaboration de ce document. Ces délais sont au contraire très significatifs. Ils montrent que le projet de M. Parizeau était difficile à mettre sur papier, difficile à vendre à ses collègues ministériels et qu'il sera encore plus difficile à appliquer.

Des délais rocambolesques

Reprenons le fil des événements.

■ Le ministre Parizeau promet, dans son budget de mai 1983, son livre blanc pour l'automne de la même année.

■ Au cours de l'automne, le document est reporté de semaine en semaine jusqu'à une nouvelle date officielle: la mi-janvier.

■ A la mi-janvier, on parle plutôt de la fin février. Il aurait été de toutes façons trop tard pour que le document serve de base au budget du printemps 1984.

■ Après avoir sauté la date promise, on devient plus prudent à Québec et on cesse, à partir du mois d'avril, de présenter des échéances précises.

■ Au budget de mai 1984, le ministre promet enfin le document avant la fin de la session, en juin. Il s'explique sur les retards: « En raison de la complexité de la tâche, le Livre blanc n'a pu être déposé à temps pour, comme je l'ai cru à un moment donné, servir de base au présent discours sur le budget... Une commission parlementaire se tiendra à l'automne prochain pour examiner les consensus qui auront pu se former autour du document ou de certains éléments qui le composent. »

■ Mais à la mi-juin, on remet encore le tout à l'automne.

■ L'automne 1984 arrive et rien ne se produit. Dans son discours inaugural, le premier ministre Lévesque s'engage à présenter le texte avant les Fêtes. Cette promesse est reprise en décembre par le successeur de M. Parizeau aux Finances, le ministre Yves Duhaime.

■ Mais quelques jours avant les Fêtes, le 18 décembre, M. Duhaime reporte encore l'échéance, cette fois-ci au 10 janvier. Il explique qu'il préfère attendre les résultats de sa rencontre avec son homologue fédéral Michael Wilson. Il est également probable que le successeur de M. Parizeau préférerait posséder son dossier avant d'avoir à le défendre en public. Cette dernière date était la bonne.

Un débat ambitieux

On sait pas mal de choses sur ce Livre blanc, grâce aux nombreuses fuites qui ont ponctué sa préparation. La dernière en date indique que ses principales recommandations porteront sur la création d'un impôt négatif pour réduire la désincitation au travail qui frappe les assistés sociaux et un adoucissement modéré du fardeau fiscal de ceux qui sont au haut de l'échelle.

Ces mesures décrivent toutefois mal l'ampleur du projet d'origine. Le but de M. Parizeau était de repenser la fiscalité des particuliers de façon globale, pas seulement en tenant compte des impôts que l'on paie, mais aussi des versements de l'Etat; en somme un bilan des échanges de fonds entre l'Etat et les individus. Les efforts de changement du ministre visaient l'illogisme, l'incohérence, et aussi les distorsions économiques qu'un régime fiscal mal conçu ou désuet peut provoquer.

Pourquoi les retards

Cela est complexe et ambitieux. Mais cela ne suffit pas, loin de là, à expliquer les retards. La principale cause semble être les débats qui ont fait rage au sein du cabinet Lévesque; certains ne voyaient pas la pertinence de jouer là-dedans, tandis que les tensions entre la « gauche » et la « droite » sont inévitables quand on veut toucher à des thèmes aussi politiquement explosifs que l'aide sociale ou l'impôt des riches.

Et plus le dépôt du document a tardé, plus on peut supposer que le projet de départ a été édulcoré pour satisfaire tout le monde.

L'autre obstacle est de nature financière. Le problème de fond du système fiscal québécois est tout simplement que le fardeau fiscal est trop élevé: les assistés sociaux sont souvent logiques en refusant de travailler, parce que l'impôt grugerait trop le gain; les contribuables à revenu moyen hésitent à travailler plus longtemps parce qu'ils changent de pallier d'imposition, tandis que les plus riches se comparent aux autres régions de l'Amérique du Nord.

On peut analyser, réfléchir, discuter, mais on en reviendra toujours à la conclusion qu'il faut baisser les impôts; le débat portera sur les échéances, les bénéficiaires, l'ampleur des baisses. Mais réduire les impôts privera l'Etat de revenus et accroîtra le déficit. Il faut donc publier un Livre blanc ambitieux et l'assortir de gestes précis qui ne coûteront pas trop cher à l'Etat. Ce n'est pas facile.

Accoucher d'une souris

Ces retards ont aussi montré que le débat démocratique dont parlait M. Parizeau n'a toujours pas eu lieu. Il y a eu débat, mais en privé, entre ministres, abrités par la solidarité ministérielle.

Les délais auront également une incidence pratique. Il sera difficile d'organiser un véritable débat public et d'intégrer les recommandations du Livre blanc dans le prochain budget. On risque donc d'attendre au budget de 1986-87 ou encore de voir les recommandations appliquées très graduellement sur plusieurs années.

Les banques abaissent leur taux de base d'un quart de point, à 11 %

■ La Banque royale du Canada, première banque à chartre du pays, la Banque de Montréal, la Banque Toronto-Dominion, la Banque de com-

ANDRÉ CHÉNIER

merce canadienne impériale, la Banque de Nouvelle-Ecosse, la Banque nationale du Canada, la Caisse centrale Desjardins et, enfin, la Banque mercantile du Canada ont décidé hier de ne pas attendre le nouveau taux d'escompte et d'abaisser leur taux de base de 11 1/4 p. cent à 11 p. cent à compter de demain. Selon la Banque royale, le nouveau taux reflète une diminution du coût des capitaux.

Les cambistes, qui s'attendent

aujourd'hui à une diminution importante du taux d'escompte (qui pourrait tomber à 9,75 p. cent selon Alex Thomson, de la Royale), soulignent que la Banque du Canada est intervenue puissamment sur les marchés financiers pour freiner une glissade des taux du court-terme à l'instar des taux américains. Le taux d'escompte a atteint un sommet de 13,26 p. cent l'été dernier.

Par ailleurs, le Trust royal a annoncé une réduction de 0,25 p. cent de ses taux hypothécaires de six mois, un an, deux ans et trois ans. Les nouveaux taux, qui complètent maintenant parmi les plus bas au pays, sont les suivants: 11 p. cent pour six mois et un an; 11,75 p. cent pour deux ans et 12 p. cent pour trois ans. Les hypothèques à quatre et cinq

ans restent inchangées, respectivement à 12,25 et 12,50 p. cent. Quant à l'hypothèque d'un an, elle est maintenant inférieure de près de trois points au maximum de l'été dernier.

Il faut s'attendre à ce que le mouvement de baisse des taux d'intérêt s'étende à diverses institutions du monde de la finance tant au Canada qu'aux Etats-Unis, pour peu que les grandes banques américaines s'engagent dans le sillage de la Southwest Bank of St. Louis. Les spécialistes, toutefois, disent ignorer, dans la conjoncture économique actuelle, si le taux de base a atteint ou non le creux de la vague.

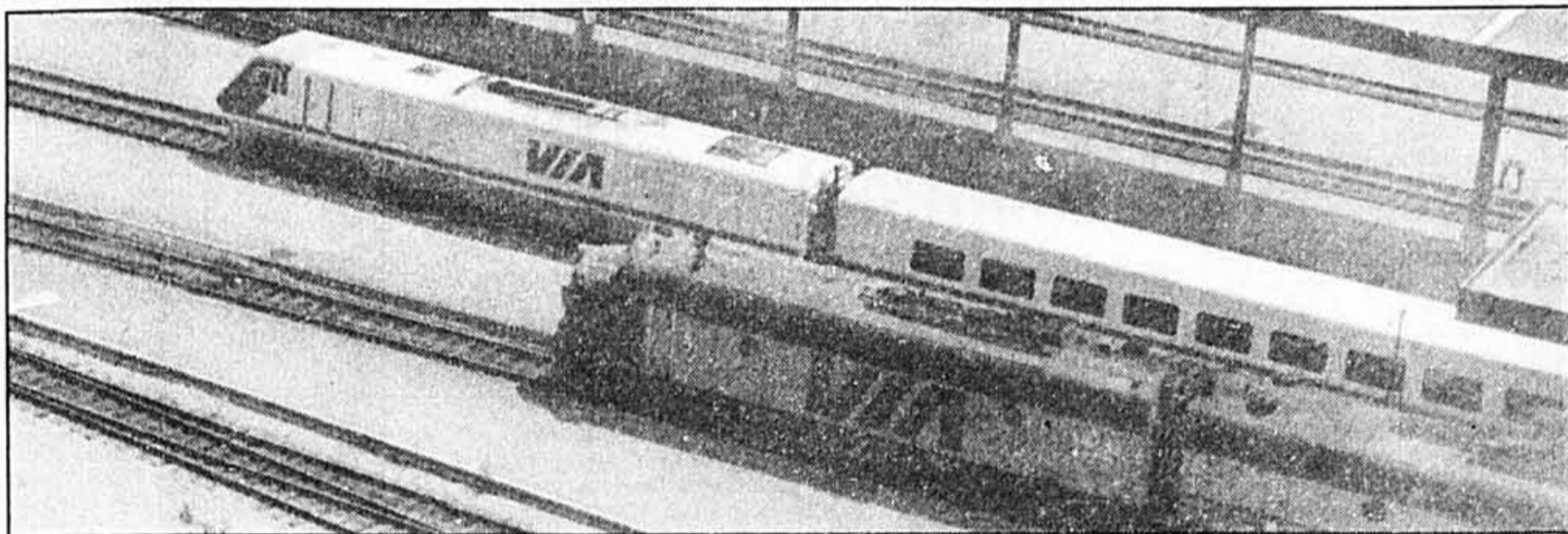
La Southwest Bank of St. Louis a réduit hier à 10 1/2 p. cent un taux de base qui est généralement de 10 3/4 p. cent aux Etats-

Unis à l'heure actuelle.

La diminution du « prime » était la première depuis que la Réserve fédérale a abaissé son taux d'escompte de 8 1/2 à 8 p. cent le 21 décembre dernier.

Précédemment, en décembre, la plupart des institutions bancaires des USA avaient réduit leur taux de base de 11,25 à 10,75 p. cent. La dernière fois que le « prime » américain avait été aussi bas que 10,50 p. cent c'était entre le 28 février et le sept août 1983.

En France, trois banques nationalisées, le Crédit Lyonnais, la Banque nationale de Paris et la Banque de Paris et des Pays-Bas, ont décidé hier d'abaisser leur taux de base de 12 à 11,5 p. cent à compter du 14 janvier.



La fusion CN-VIA Rail ferait économiser \$150 millions par an

■ L'existence de deux sociétés d'Etat distinctes au Canada pour s'occuper du transport de marchandises et de passagers entraîne des dédoublements coûtant de \$100 millions à \$150 millions par année et c'est ce qui incite le gouvernement à étudier sérieusement la possibilité de fusionner le CN et VIA Rail.

GILLES GAUTHIER

« L'hypothèse est encore à l'étude », a déclaré hier l'attaché de presse du ministre fédéral des Transports, Don Mazankowski, Tom Van Dusen, qui admet que l'économie serait considérable et ne répute pas le chiffre de \$100 millions.

« Il s'agit là d'un minimum », affirme pour sa part Guy Chartrand, président de l'organisme pan-canadien Transport 2 000, qui a lancé l'idée de la fusion des

deux compagnies le lendemain de la parution, le 1^{er} novembre dernier, d'un rapport de la Commission canadienne des transports (CCT) sur les retards de VIA Rail.

Au cours des jours qui ont suivi, le président de VIA, Pierre Franche, affirmait que l'hypothèse minait le moral des employés et il demandait au ministre de clarifier la situation au plus tôt. M. Mazankowski ne s'est pas rendu à sa requête puisque le groupe de travail spécial sur le transport ferroviaire de passagers qu'il a mis sur pied envisage toujours cette possibilité, et ce « très sérieusement », d'affirmer M. Chartrand.

Chose certaine le ministre n'a pas rassuré, même privément, M. Franche puisque dans un discours qu'il prononçait mardi soir dernier à Toronto, ce dernier a longuement plaidé contre la fusion.

M. Chartrand explique que VIA connaît depuis sa création il y a sept ans des difficultés continues à cause notamment du fait qu'elle n'a pas encore de loi constitutive et qu'elle est à la merci du CN et du CP en ce qui a trait aux coûts d'utilisation de leurs voies ferrées, de leurs gares, de leurs conducteurs, etc.

Aux ateliers du CN, où s'effectue l'entretien de la plus grande partie de l'équipement de VIA, les superviseurs de cette dernière vérifient le travail de ceux du CN, ajoute-t-il pour donner un exemple de dédoublement, qui se manifeste également par l'établissement d'une double hiérarchie administrative.

M. Chartrand poursuit en disant qu'il n'y a que deux possibilités.

Garder VIA comme société autonome et lui donner des moyens d'action et financiers. Ou la remettre au CN avec des directives précises au transport de passagers. « La SNCF s'occupe très bien du transport tant des passagers que des marchandises en France ».

Au moins, conclut-il, le nouveau gouvernement se pose sérieusement la question.

Une éventuelle fusion ne plait sûrement pas au CN, qui est devenu rentable depuis qu'elle a refilé, comme le CP, ses vieux services de passagers à VIA pour s'en tenir au transport de marchandises. On dit également que le CN amasse de rondellets profits grâce aux factures qu'elle envoie à VIA.

Ottawa réclame la démission du conseil d'administration de VIA

■ OTTAWA (PC) — Le gouvernement Mulroney a réclamer la démission du conseil d'administration de VIA Rail, a appris hier la Presse Canadienne.

Selon les informations obtenues, Ottawa souhaiterait dorénavant diriger la société de la couronne par le biais des trois membres d'un comité spécial mis sur pied l'année dernière pour étudier les problèmes relatifs au transport des passagers et les moyens de l'améliorer.

Un assistant du ministre des Transports Don Mazankowski a en effet demandé vendredi dernier au président du conseil, M. Harold Renouf, d'obtenir la démission des 15 membres de la direction de VIA, y compris celle de son pdg Pierre Franche. D'autres administrateurs pourraient également être limogés.

« Ils voulaient que le président fasse leur sale travail... Le ministre aurait dû avoir la politesse de se rendre personnellement à une réunion du conseil pour nous demander lui-même de démissionner », a déclaré, de Winnipeg,

l'une de ses membres, Mme June Westbury.

Le conseil d'administration, qui se réunit généralement à Montréal, s'était rendu à Ottawa pour participer à une réunion spéciale en présence du comité de trois membres, afin de discuter des projets d'avenir de VIA.

Du côté gouvernemental, un porte-parole de M. Mazankowski a indiqué qu'aucune déclaration ministérielle concernant l'orientation future de VIA ne sera émise avant la tenue d'une conférence de presse mardi prochain, conférence au cours de laquelle le ministre doit annoncer, tel que promis en campagne électorale, le rétablissement pour l'été prochain de trois liaisons ferroviaires destinées au transport des passagers.

Certaines personnes à l'intérieur de VIA croient d'ailleurs qu'Ottawa cherchait à taire toute information sur les démissions jusqu'à ce qu'il soit prêt à annoncer la remise en circulation des trois trains de passagers, éliminés en 1981 par l'ancien régime libéral, dont celui de Montréal-Saint-Jean (N.-B.).

Northern Telecom: 400 mises à pied à Saint-Laurent

■ Northern Telecom, géant montréalais de la haute technologie, vient d'annoncer 393 mises à pied temporaires, à compter de demain, à son usine de la route Trans-Canada, à Saint-Laurent.

CLAUDE PICHER

Un porte-parole de l'entreprise a expliqué cette mesure par un affaiblissement de la demande pour les produits fabriqués à ces installations. La presque totalité des employés mis à pied ont été embauchés au cours des treize derniers mois. Le personnel de l'usine a connu de fortes variations depuis 18 mois. Au cours de l'été 1983, Northern Telecom a réussi une vigoureuse percée sur le marché américain, à la suite du démantèlement de l'empire téléphonique American Telephone and Telegraph (AT&T), opération qui a engendré sept compagnies de téléphones régionales.

Le nombre d'employés de l'usine est ainsi passé de 1,800 à 2,400 en un peu plus d'un an. La période de pointe a été atteinte au début de l'automne. Les mises à pied annoncées hier réduiront le personnel à un peu moins de 2,000 personnes.

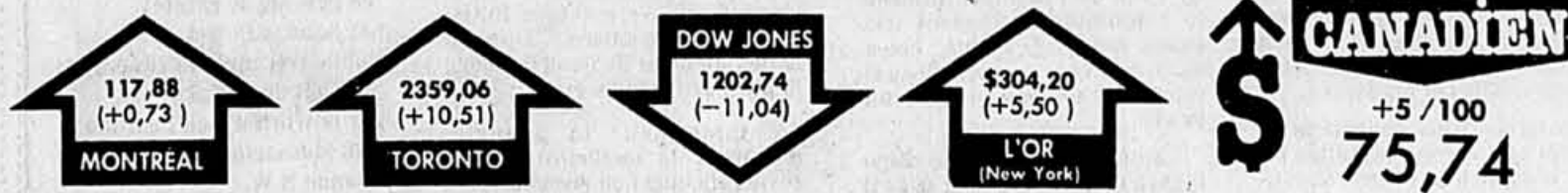
L'usine de Saint-Laurent produit de l'équipement téléphonique, y compris de l'équipement de concentration de lignes téléphoniques, de transmission par faisceaux hertziens numériques, de multiplexeurs analogi-

ques. Selon la compagnie, il a été nécessaire d'embaucher rapidement des centaines d'employés, au cours de la dernière année, pour profiter des conditions existant sur le marché américain. Cela a permis de couper de moitié certains délais de production. Aujourd'hui, la situation est redevenue à peu près normale aux Etats-Unis.

Toutefois, Northern Telecom prévoit reprendre les employés mis à pied d'ici les prochaines semaines, grâce notamment au développement de nouveaux marchés.

Northern Telecom, membre du groupe Bell Canada, emploie près de 6,000 personnes dans la région de Montréal. En plus de l'usine de la route Trans-Canada, d'autres installations, également à Saint-Laurent, emploient 500 personnes et produisent de l'équipement extérieur et de la quincaillerie d'installations téléphoniques. Une autre usine, à Lachine (près de 2,000 employés) abrite les Divisions de la commutation générale et des câbles de télécommunications. A Montréal-Nord, près de 400 personnes travaillent surtout à la réparation d'équipement et à la production de systèmes de terminaux vidéo. Enfin, un laboratoire de recherches situé sur l'île des Soeurs emploie une centaine de personnes.

Aucune de ces autres installations n'est touchée par les mises à pied.



Perspectives d'emploi: les employeurs montréalais optimistes

Les employeurs montréalais demeurent relativement optimistes en ce qui concerne les perspectives d'emploi pour les premiers mois de 1985.

CLAUDE PICHER

Une enquête menée par les services de personnel Manpower indique en effet que 15 p. cent des employeurs interrogés prévoient embaucher du personnel d'ici mars, tandis que 11 p. cent envisagent une réduction et que 73 p. cent ne signifient aucun changement.

Dianne Bradshaw, directrice des Services de personnel Manpower, indique que l'embauche à Montréal se fera surtout dans le secteur manufacturier. Une légère hausse est aussi attendue dans les secteurs des finances, de l'assurance et de l'immobilier.

Les employeurs montréalais affichent des intentions légèrement plus optimistes que dans l'ensemble du Canada. Ainsi, chez l'ensemble des employeurs interrogés au pays, 14 p. cent pensent augmenter leur personnel, tandis que 13 p. cent prévoient une diminution.

Les prévisions varient considérablement d'une région à l'autre. C'est à Mississauga, près de Toronto, que les employeurs de Montréal le plus optimistes: 33 p. cent prévoient embaucher au cours des prochains mois, mais seulement 7 p. cent s'attendent à devoir couper du personnel. London, en Ontario, est par ailleurs la seule ville où l'on n'envisage aucune mise à pied; le fait est d'autant plus remarquable que 26 p. cent des employeurs de cette ville s'attendent à augmenter le nombre de leurs employés.

Les villes où le pessimisme est de rigueur sont Vancouver, Barrie, Thunder Bay, Moncton, et Peterborough.

Une voiture électrique en Estrie

ASCOT CORNER (PC) — Le député de Sherbrooke et ministre du Travail, Raynald Fréchette, a accepté de s'impliquer dans le projet de développement d'une auto à propulsion électrique inventée par deux jeunes hommes de l'Estrie.

C'est ce qu'a annoncé hier M. Jean Desjardins, promoteur du projet qui prévoit l'implantation en Estrie d'une usine de montage de cette voiture que l'on dit révolutionnaire, qui se vendrait entre \$6 000 et \$9 000, selon le modèle choisi, familial, utilitaire ou sport.

Au cours d'une conférence de presse à l'hôtel de ville d'Ascot Corner, M. Desjardins a annoncé qu'il s'était associé avec les inventeurs, Jean Huart et Serge Nault, et le concepteur de la carrosserie, Daniel Gosselin, 22 ans, pour former la compagnie Auto-Hybride.

La crise financière du tiers-monde a coûté 135 000 emplois au Canada

La chute des exportations canadiennes à destination des pays du tiers-monde a fait perdre au Canada environ 135 000 emplois au cours des trois dernières années.

MICHEL GIRARD

C'est ce que révèle le directeur de l'Institut Nord-Sud, Bernard Wood, dans sa revue de fin d'année 1984. Cet institut est un organisme indépendant qui fait des recherches spécialisées sur les problèmes « Nord-Sud » des pays en développement.

La récession et les difficultés financières ont frappé de plein fouet les pays en développement entre 1981 et 1983, ce qui les a forcés à réduire sensiblement les importations en provenance des pays industrialisés, comme le Canada.

Seulement au niveau des quatre principaux marchés d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Mexique et Venezuela), le Canada a perdu lors de cette période pour \$1 milliard d'exportations, selon les études de l'Institut Nord-Sud.

Toutes les provinces canadiennes, sans exception, ont été durement touchées par cette forte baisse des exportations.

Au Québec, les difficultés des pays du tiers-monde ont entraîné une forte chute des exportations d'amiante, d'aluminium, des produits de la forêt, de machinerie, etc.

D'autre part, il ne fait aucun doute, selon l'Institut, que la réalisation de certaines des grandes priorités économiques du nouveau gouvernement conservateur dépend étroitement d'une nette amélioration de la situation dans

les pays en développement d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique.

Par conséquent, l'Institut Nord-Sud croit que « le redressement économique et financier des pays en développement est une question d'intérêt "basement" matériel pour le gouvernement Mulroney... »

Dans l'intérêt du Canada

L'organisme laisse entendre que les plans de redressement économique du gouvernement conservateur sont « indissociables » du succès que remportera le tiers-monde avec ses programmes de redressement économique et financier.

Pourquoi? Parce que les exportations canadiennes à destination des pays en développement connaissent avant l'arrivée de la récession une expansion beaucoup plus rapide que dans les au-

tres marchés extérieurs du Canada.

Autre raison importante: ces exportations vers les pays en développement comportent une proportion de produits manufacturés créateurs d'emplois nettement supérieure à la moyenne de l'ensemble des exportations canadiennes.

D'autre part, l'Institut souligne dans son rapport de fin d'année que les banques canadiennes n'ont presque pas consenti de prêts au pays en développement ces dernières années, à cause des problèmes de remboursement. Notons qu'au 31 janvier 1984, les pays latino-américains devaient pour \$18,1 milliards de prêts aux six grandes banques canadiennes.

Pour leur part, les entreprises canadiennes ont fait sensiblement la même chose en fermant presque complètement le ro-

binet de leurs investissements.

Le « retrait » du secteur privé a ainsi forcé le gouvernement fédéral à gonfler l'aide financière qu'il accorde annuellement aux pays du tiers monde.

Avec les problèmes d'endettement qu'ils connaissent, les pays en développement se retrouvent dans une situation précaire. L'Institut croit que leur capacité d'importer nos produits dépend directement du renforcement de leur capacité d'exporter chez nous.

« Aussi le gouvernement Mulroney doit-il considérer la solution au problème de la multiplication des entraves discriminatoires aux importations comme une priorité », de préciser l'Institut.

Cela ouvrira la voie à une amélioration de nos perspectives à l'exportation ainsi que de notre productivité et compétitivité.

Malgré les surplus, les promoteurs envisagent d'autres immeubles à bureaux à Montréal

Les promoteurs d'immeubles à bureaux dans la région de Montréal vont initier de nouveaux projets de construction dans le centre-ville au cours des deux prochaines années malgré que les surplus d'espace à louer soient encore très élevés.

FRANÇOIS BERGER

Selon M. Rodney Birrell, de la Société immobilière Devencore, les impératifs d'image et d'identité de nombreuses sociétés leur font rechercher des sites de prestige et des immeubles de première classe au centre-ville de Montréal. « L'identité montréalaise recherchée par les entreprises va stimuler la nouvelle construction d'immeubles à bureaux même si il y a beaucoup d'espace disponible ailleurs », affirme M. Birrell, dont la firme prépare périodiquement des études du marché de la location des bureaux à Montréal.

Le secteur qui a le développement le plus prononcé dans le domaine des édifices à bureaux est celui de la rue McGill College et du boulevard de Maisonneuve. Dans ce secteur, les taux de location atteignent les 98 et même 99 p. cent.

Selon M. Paul Normandin, vice-président de Devencore, les nouveaux édifices complétés depuis deux ans (huit projets) atteignent des taux de location très élevés.

Seuls quelques édifices comme ceux de la Banque nationale et d'Air Canada ont encore des difficultés de location, indique-t-il.

En 1984, presque un million de pieds carrés d'espace à bureaux ont été loués à Montréal, contre seulement 600 000 en 1983. Cette reprise a été accompagnée, selon M. Normandin, d'une augmenta-

tion des prix de quelque 9 p. cent (actuellement, un édifice de classe « A » situé dans le centre-ville se loue à un prix annuel de quelque \$25 le pied carré, taxes et coûts d'opération compris).

De 15,5 à 10 p. cent

Après avoir atteint 15,5 p. cent en septembre 1983, le taux de vacance des 31 millions de pieds carrés d'espace à bureaux existant à Montréal est descendu à environ 10 p. cent actuellement, selon Davencore.

En 1985, l'arrivée sur le marché de nouveaux édifices encore en construction actuellement va faire remonter légèrement le taux de vacance, mais cela sera temporaire et on assistera à une baisse graduelle par la suite.

Selon les spécialistes de Davencore, environ 3 millions de pieds carrés d'espace neuf seront mis sur le marché montréalais en 1985 et 1986.

La majorité des édifices à bureaux de Montréal, soit 22,6 millions de pieds carrés, sont de classe « A » — ceux de classe « B » totalisent 8,1 millions de pieds carrés.

C'est dans la catégorie « A », qui regroupe les édifices neufs essentiellement, que la demande se fait le plus sentir, quoique des projets de rénovation de vieux édifices, notamment dans le Vieux Montréal, présentent beaucoup d'intérêt, note M. Birrell.

Les techniques de financement des projets ont changé au cours des dernières années, remarque M. Birrell. Auparavant, la norme de viabilité d'un immeuble à bureaux établissait le taux de vacance maximal à cinq p. cent. Aujourd'hui, on peut accepter un taux de vacance de huit p. cent comme étant la norme de viabilité, dit-il.



L'identité montréalaise recherchée par les entreprises va stimuler la nouvelle construction d'immeubles à bureaux même si il y a beaucoup d'espace disponible ailleurs.

L'OPEP ne pourrait arrêter la baisse des prix du pétrole

NEW YORK (AFP) — Les difficultés financières croissantes des deux tiers des 13 pays de l'OPEP empêcheront vraisemblablement cette organisation d'obtenir de ses membres la coopération nécessaire pour arrêter la baisse des prix du pétrole, estime une étude publiée hier par l'importante firme de courtage Salomon Brothers Inc.

L'étude note à cet égard que certains maillons de l'OPEP sont près du point de rupture et prèdit pour cette année une baisse de deux à quatre dollars des prix du baril de pétrole. Cette baisse viendrait s'ajouter à celle de deux dollars environ enregistrée en 1984.

Les auteurs de l'étude soulignent en particulier que l'OPEP ne pourrait, sans entraîner ses membres dans de très graves difficultés financières, déclencher une guerre des prix contre les pays producteurs de pétrole non membres de cette organisation qui écrouleraient leur production à des prix inférieurs à celui qu'elle a fixé.

Ils ajoutent qu'il est peu vraisemblable d'autre

part que la demande de pétrole ou la croissance économique à travers le monde soit suffisante d'ici 1990 pour remédier aux difficultés financières actuelles de l'OPEP.

Pour les pays industrialisés, indiquent-ils, les difficultés financières des pays de l'OPEP devraient provoquer notamment: une réduction de l'inflation et des taux d'intérêt, un développement de la croissance économique, des pressions à la baisse sur les cours de l'or et du sterling ainsi que des difficultés pour les firmes qui exportent vers les pays de l'OPEP ou leur ont prêté des capitaux.

Selon l'étude, les difficultés financières des pays de l'OPEP sont largement illustrées par l'aggravation constante du déficit global de leurs comptes courants extérieurs. Ce déficit qui était de 23 milliards de dollars en 1983, a atteint quelque 67 milliards de dollars en 1984 et pourrait s'élever à 116 milliards en 1986.

Elle souligne enfin que les pays de l'OPEP peuvent être classés actuellement en deux catégories, les pauvres et les riches.

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

Après la crise du pétrole celle de l'eau douce?

Chaque année, l'énergie du soleil soulève de la surface de la planète quelque 500 000 kilomètres cubes d'eau, dont 86 p. cent proviennent des océans et 14 p. cent des terres.

Comme il y a 1 000 litres d'eau dans un simple mètre cube et qu'un litre d'eau pèse un kilo, un mètre cube d'eau pèse une tonne métrique (1 000 kilos).

On en déduit qu'un km³ d'eau pèse un milliard de tonnes et que le soleil chaque année soulève, pour en faire des nuages, 500 000 milliards de tonnes d'eau. C'est beaucoup.

Pourtant, on est amené de plus en plus à penser que, comme pour le pétrole, l'eau douce pourrait manquer; après la crise du pétrole, celle de l'eau, que l'on gaspille comme on a gaspillé l'or noir: parce qu'elle est censée être abondante, et bon marché.

Comment peut-on venir à bout de 500 000 milliards de tonnes d'eau par année?

Il faut d'abord constater, comme indiqué plus haut, que seulement une partie de l'eau évaporée retombe sur les terres, soit 110 000 km³ sur les 500 000 km³ disponibles.

De ces 110 000 km³ puisés surtout dans les océans, et qui retombent sur le sol, 71 000 km³ s'évaporent à nouveau de multiples fois dans un mouvement qui fait qu'en une année il pleut

et neige suffisamment pour ajouter 83 cm à la surface des terres, si ces précipitations, ne s'évaporent pas.

Si l'on retire ces 71 000 km³ des 110 000 km³ que nous fournit le soleil, on déduit que l'alimentation stable en eau pour les terres de la planète se chiffrent à 39 000 km³, ce qui représente 39 000 milliards de M³, pour 4,7 milliards d'habitants ou 8 300 M³ par tête.



JEAN POULAIN

De ce volume près des deux-tiers sont perdus par des inondations (qui amènent souvent plus de destructions que d'avantages); le tiers qui reste, soit 2 800 M³ par humain, est stable et constitue une source d'eau potable ou pour irriguer, disponible toute l'année.

Si l'on y ajoute l'eau que l'on puise, en partie, de certains lacs et réservoirs, on peut tabler sur environ 3 000 M³ d'eau douce par personne.

Mais comme le pétrole, l'eau est mal répartie, la part allant de 1 000 M³ en Égypte, à 100 000 au Canada (même si les deux-

tiers des fleuves canadiens coulent vers le nord et que 80 p. cent de la population habite sur une bande de 200 km au sud).

Compte tenu des conditions climatiques et de la croissance de la population, la quantité d'eau douce disponible mondialement par habitant à la fin du siècle, aura diminué de 24 p. cent passant de 3 000 à 2 280 M³.

Selon des études de savants soviétiques pour la Décennie internationale hydrologique des Nations unies (1965-74), la consommation mondiale d'eau en 1900 se chiffrait à 400 milliards de M³ ou 242 M³ par humain; en 1940 le volume passait au double soit 800 milliards de M³, en hausse de 40 p. cent par tête.

En 1970, la consommation individuelle avait grimpé à plus de 700 M³, l'agriculture et l'industrie ayant considérablement accru leurs besoins.

À l'heure actuelle, on évalue la consommation à 800 M³ par humain soit environ le quart du disponible stable (3 000 M³).

L'agriculture vient largement en tête, absorbant 70 p. cent de la consommation totale suivie par l'industrie avec 25 p. cent (centrales thermiques, vapeur, aciéries, pâtes et papiers).

Les projections permettent de penser que la consommation totale, compte tenu de la croissance démographique, pourrait at-

teindre la moitié du disponible stable (eau douce de pluie et neige qui reste dans les fleuves, lacs, etc.).

Malheureusement, un quart de cette eau pourrait être polluée d'ici 2 000.

C'est sur ce problème de pénurie éventuelle d'eau douce que se penche Mme Sandra Postel, chargée de recherche auprès du Worldwatch Institute de Washington.

Les nappes aquifères

D'importantes quantités d'eau de pluie s'infiltrent très lentement dans le sol à travers des fractures géologiques pour former des nappes aquifères, dites nappes phréatiques, après des milliers d'années.

C'est le cas d'un de ces réservoirs souterrains aux États-Unis appelé la Ogallala Aquifer, qui s'étend du sud du Dakota du Sud au nord-ouest du Texas, situé sous huit États et ayant une surface égale à trois fois celle de l'État de New York.

Cette eau, contrairement à l'autre, n'est pas renouvelable. Or l'eau de l'Ogallala alimente le cinquième des terres irriguées des États-Unis (blé, coton, etc.), recevant très peu d'eau en retour des régions du sud semi-arides.

La moitié de cette eau disponible a déjà été utilisée: des villes comme Tucson, Arizona, dé-

pendent uniquement de l'eau phréatique, dont la nappe a baissé de niveau de 50 m.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à gaspiller les sources d'eau douce; la Mer Caspienne a vu son niveau moyen baisser de 3 m depuis 50 ans, ce qui a réduit sa surface et la quantité de poissons qu'elle nourrit, dont le réputé esturgeon (dont les oeufs servent à la fabrication du caviar).

Une des solutions mises de l'avant pour pallier le manque d'eau a longtemps consisté en la formation d'immenses barrages de retenue.

Mais ces barrages inondent des terres cultivables, amènent une perte d'humus, donc réduisent les récoltes, et amènent la sécheresse aux parties exposées.

Dans certains cas, soulève Sandra Postel, il a fallu abattre des forêts pour faire place au barrage, créant une sécheresse égale à l'eau du réservoir que l'on voulait rendre disponible.

Une meilleure solution consiste à réapprovisionner les réservoirs souterrains. D'autres solutions d'avenir existent mais restent très coûteuses, comme le dessalement de l'eau de mer, la pluie artificielle, etc.

Comme pour la pénurie d'énergie, la meilleure source reste celle que l'on économise.

Aux États-Unis 38 p. cent de

la consommation des foyers va aux chasses d'eau de toilette qui ont un débit unitaire de 22 litres alors que 7,5 litres est le standard en Allemagne.

De même, la fabrication d'une tonne d'acier requiert, selon le cas, de 5 000 à 200 000 litres d'eau (200 tonnes).

Le véritable problème est que le public (agriculteur, industriel ou particulier) ne paie pas le coût réel de l'eau qu'il consomme, l'État payant toutes les infrastructures; les industries ne paient même pas pour les eaux qu'elles polluent.

Pourtant, souligne l'auteur, la plupart des gouvernements continuent à s'appuyer sur la création de nouveaux barrages et détournements de cours d'eau pour résoudre les problèmes d'eau.

La vraie solution consiste en une meilleure gestion des ressources hydrauliques.

WATER: RETHINKING MANAGEMENT IN AN AGE OF SCARCITY

(L'eau: repenser sa gestion en période de rareté) par Sandra Postel Publié (en anglais) (65 pages, au coût de \$4 U.S.) par le Worldwatch Institute 1776 Massachusetts Avenue N.W. Washington, D.C. 20036 USA.

ÉCONO-FLASHES

ANDRÉ CHÉNIER

Des obligations d'Hydro

Hydro-Québec a émis pour \$270 millions d'obligations, dont \$200 millions sur les marchés publics. Ces obligations ont été vendues en deux tranches, l'une se composant d'obligations à 11 p. cent échéant en 1990 et cotées à 99,45 pour un rendement de 11,15 p. cent, l'autre d'obligations à 12,25 p. cent échéant en 2006 et cotées au pair pour un rendement de 12,25 p. cent. Wood Gundy dirigeait le syndicat de souscription, de concert avec Lévesque Beaubien.

Un bon trimestre pour Corby

Les distilleries Corby, de Montréal, ont terminé le premier trimestre de leur exercice le 30 novembre dernier avec un bénéfice net consolidé de \$3,5 millions ou \$1,53 par action sur un chiffre d'affaires de \$17 millions, en regard d'un bénéfice de \$3 millions ou \$1,34 par action sur des revenus de \$16,5 millions pour la même période à l'exercice précédent. Le bénéfice de source étrangère a été de \$1,4 million ou 61 cents par action, comparativement à \$0,7 million ou 31 cents par action à l'exercice précédent, en raison surtout d'un investissement dans Tia Maria Ltd. Le bénéfice de source canadienne a diminué à \$2,1 millions ou 92 cents par action, comparativement à \$2,3 millions ou \$1,03 par action à l'exercice précédent.

CORBY

Des fonds de la SEE en Chine

Aux termes de mécanismes de crédit aménagés avec la Banque de Chine, la Société pour l'expansion des exportations a annoncé la signature de trois affectations d'une valeur globale de \$8,14 millions (canadiens) afin d'appuyer la vente de biens et services à la République populaire de Chine. Deux affectations d'une valeur globale de \$4,65 millions appuient la vente de réacteurs shunt, de transformateurs de courant et de transformateurs de tension par ASEA Inc., de Montréal. Une troisième affectation, de \$3,49 millions, appuie la vente de disjoncteurs par Cégélec Industrie Inc., de Laprairie.

Sept millions d'emplois

Sept millions d'emplois ont été créés aux USA depuis le début de l'expansion économique à la fin de 1982. Mais, selon un porte-parole du Département du Travail qui devait témoigner devant la Commission économique du Congrès, Janet Norwood, l'emploi n'est pas revenu aux niveaux d'avant la récession dans plusieurs secteurs de l'industrie manufacturière. Très peu de manufacturiers, a-t-elle dit, ont créé plus d'emplois que ceux qui ont été perdus au cours de la récession et la création d'emplois a eu lieu pour les deux-tiers dans l'industrie des services. Le département du Travail venait d'annoncer que, de 7,1 p. cent (chiffre révisé) en novembre, le taux de chômage est passé à 7,2 p. cent en décembre aux USA.

Nomination chez Northern Telecom

Northern Telecom Ltée a annoncé hier la nomination de Bruce H. Tavner aux postes d'administrateur délégué de Northern Telecom plc de Londres et de vice-président de la société-mère canadienne à Mississauga. A Londres, où il s'occupera de toutes les activités de Northern Telecom au Royaume-Uni, au proche-Orient et en Afrique, M. Tavner succède à Walter Bengler qui devient président du conseil. L'élu occupera ses deux nouvelles fonctions le 15 février.

nt

Audiences de l'ONE

L'Office national de l'énergie tiendra des audiences à Kamloops (Colombie-Britannique) le 19 février prochain, pour étudier une requête de Trans Mountain Pipe Line qui désire construire des installations, au coût d'environ \$21,3 millions, afin de moderniser son réseau actuel d'oléoducs. Le projet permettrait de livrer des produits raffinés du pétrole d'Edmonton à Kamloops.

Northern Life serait vendue

Les quelque 250 salariés et 210 agents de vente de Northern Life Assurance Co. of Canada s'attendent à un changement de propriétaire, le quatrième en autant d'années pour cette compagnie d'assurance de Londres, en Ontario, et le cinquième depuis que la famille Ivey l'a vendue en 1974. Northern Life appartient présentement à Kelvin Energy, de Calgary, dont le propriétaire est le millionnaire J.A. Carter. Le nouveau propriétaire en puissance est Inland Financial, de Calgary, qui l'achèterait pour une somme d'environ \$31 millions.

Profits moindres anticipés

La Banque Mercantile du Canada estime que la chute rapide des taux d'intérêt sur les marchés, ainsi que l'augmentation des provisions pour pertes sur prêts, seront préjudiciables à ses profits au début du nouvel exercice financier. C'est ce que le président Michael Sweatman a fait savoir hier aux actionnaires réunis à Montréal, en ajoutant cependant que « notre capital devrait croître dans la mesure où les provisions pour pertes l'emporteront sur les pertes elles-mêmes ». A la fin de 1984, les prêts non-productifs de la Banque Mercantile s'élevaient à \$208,3 millions, dont dix p. cent de prêts internationaux, et M. Sweatman les trouve encore trop nombreux. Les bénéfices ne s'élevaient l'an dernier qu'à \$12,3 millions, ou 92 cents par action, soit \$7,7 millions de moins que l'année précédente.

Levée d'interdit de transiger

La Commission des valeurs mobilières du Québec a levé l'interdit de transiger qui pesait depuis le 23 juillet dernier sur les valeurs de Ressources pétrolières Vicking Inc. Cette société s'est conformée aux obligations de la loi en matière d'information.

Tembec assurée du financement de sa nouvelle usine

La compagnie de pâtes de bois Tembec, de Temiscaming, a fait savoir hier qu'elle est assurée de pouvoir financer une nouvelle usine de pâte chimicothermomécanique blanche. Evalué à \$102 850 000, le projet a été financé par l'intermédiaire de la société en commandite Temcell, qui a vendu pour \$30 millions d'unités sur les marchés publics. Tembec a aussi obtenu une subvention de \$16 millions de la Société de développement industriel du Québec, tandis que Tembec et une banque d'affaires suédoise ont investi le solde. Le financement bancaire a été fourni par un groupe de cinq banques dirigé par la Banque Mercantile du Canada. D'une capacité annuelle de 98 000 tonnes métriques, la nouvelle usine pourrait commencer à produire en juillet 1986.

Tembec

Les revenus agricoles en hausse

De janvier à novembre derniers, les revenus des cultivateurs canadiens se sont élevés à \$18,19 milliards, soit 6,4 p. cent de plus que pour la période correspondante en 1983. Les récoltes ont rapporté \$8,85 milliards, 5,8 p. cent de plus que pour les onze mois correspondants en 1983.

Aide financière à Davie

Le gouvernement fédéral accordera une aide financière d'environ \$165 000 à Davie Shipbuilding, de Lauzon, pour cinq projets qui tombent sous le Programme d'aide aux constructeurs de navires. Le montant sera affecté à des travaux déjà achevés comme l'amélioration des bâtiments, de l'équipement et des systèmes d'aération.

L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'ESSENCE SE GÉNÉRALISE

La hausse de 1,1 cent coûte \$20 par an à l'automobiliste

Tandis que la hausse de 1,1 cent le litre d'essence était en train de devenir générale hier, chez Petro-Canada, on signale que l'augmentation signifie un déboursé supplémentaire de \$20 par an pour chaque automobiliste québécois.

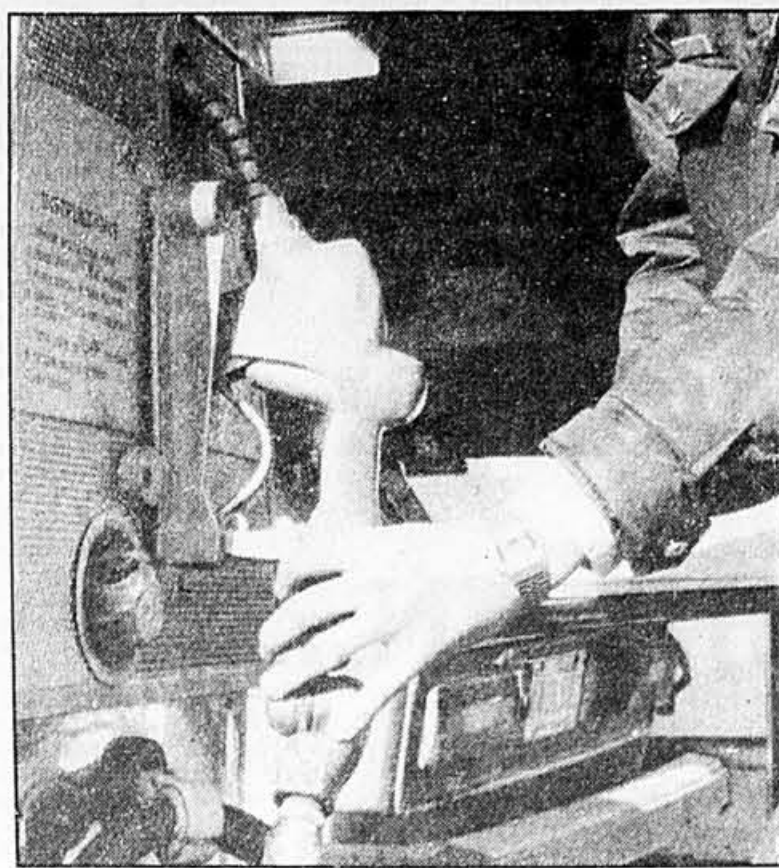
FRANCINE OSBORNE

Esso, qui avait pris l'initiative la semaine dernière avant de se rétracter, a été la dernière à bouger, après que Petro-Canada eût fait connaître sa décision.

De son côté, Pierre Dupuis, vice-président principal de la région de l'Est, comprend mal que l'on fasse tant de bruit autour de cette augmentation, alors que le consommateur accepte assez facilement une hausse de loyer de 3 à 5 p. cent ou des aliments sans rechigner. Sur une base annuelle, une hausse de 3 p. cent d'un loyer de \$300 par mois dépasse les \$100.

M. Dupuis souligne également que le rendement sur le capital investi des sociétés pétrolières actives au Canada ne se compare nullement à celui de concurrents comme les distributeurs gaziers ou d'électricité par exemple. Ainsi, une étude de Dominion Securities Pitfield évalue à 8,9 p. cent, 6,4 p. cent et 2,8 p. cent respectivement le rendement sur le capital investi de sociétés comme Gulf, Shell et Petro-Canada en 1984, alors qu'une compagnie comme Gaz métropolitain s'est vu octroyer un rendement sur l'avoir des actionnaires de 16,1 p. cent l'an dernier. Si la rentabilité des sociétés pétrolières se compare à celle des compagnies de gaz et d'électricité, le litre d'essence se vendrait beaucoup plus cher, souligne M. Dupuis.

En fait, le dirigeant de Petro-Canada admet qu'il souhaite ac-



Les sociétés tentent actuellement de se rattraper devant l'inflation

croître la rentabilité de son entreprise. Selon lui, en 1984, Petro-Canada a fait environ \$20 millions de profit au Québec, ce qui est peu pour une société qui détient quelque 20 p. cent du marché québécois, la part la plus importante.

D'après M. Dupuis, la rationalisation du raffinage et de la distribution, ainsi que les coupures de coûts d'exploitation ont réussi seulement à compenser la baisse de la demande des produits pétroliers. Les sociétés tentent ac-

tuellement de se rattraper devant l'inflation.

Selon M. Dupuis, il est évident que les sociétés pétrolières ont un problème d'image en tant qu'entreprises. Peut-être est-ce le fait qu'elles perçoivent, en plus de ce qui leur revient pour leur produit, une part importante de taxes, tant fédérales que provinciales. Le consommateur est ainsi porté à croire que tout l'argent qu'il consacre à son plein d'essence va à la compagnie.

Les sociétés pétrolières tentent

de redorer leur blason par des campagnes de relations publiques, une amélioration du service à la clientèle et la réfection des stations-service. En outre, différentes promotions visent à accroître la part de marché de chacune des compagnies.

L'été dernier, Petro-Canada a fait parvenir pour une valeur de \$68 millions de coupons de \$1 aux automobilistes de l'Est du Canada. Ces coupons n'ont pas tous été utilisés, mais M. Dupuis admet que cette campagne a été fort coûteuse, plus de \$10 millions au Québec. Selon lui, une fois ces campagnes de promotion terminées, le marché se replace à peu de choses près à son niveau précédent et le rapport de force des compagnies ne s'en trouve pas modifié sensiblement.

Petro-Canada est aussi le plus important distributeur d'huile à chauffage au Québec. M. Dupuis estime que les conversions sont loin d'être terminées et qu'en l'an 2000, ce marché sera pratiquement inexistant au Québec.

Paradoxalement, le vice-président craint qu'une reprise économique trop forte ne nuise à l'industrie pétrolière. En effet, les automobilistes encore propriétaires de grosses cylindrées et qui n'avaient pas les moyens d'en changer pourraient s'acheter une petite voiture. Et les industries qui retarderaient la mise en place de mesures d'économies d'énergie parce qu'elles n'en avaient pas les moyens pourraient alors s'exécuter.

Pour M. Dupuis, la vente au détail des produits pétroliers est un marché en mutation constante et il faut s'adapter rapidement pour survivre, que ce soit aux guerres de prix, à la baisse de la demande ou aux fluctuations internationales des prix.

SAQ: Biron aurait menacé de se passer de l'accord du syndicat

QUÉBEC (PC) — Le ministre de l'Industrie et du Commerce Rodrigue Biron aurait menacé les représentants syndicaux des 2 000 employés de la Société des alcools du Québec de réaliser, même sans leur accord, la transformation en coopératives de certains points de vente de la SAQ.

C'est ce qu'a soutenu hier le président du principal syndicat des travailleurs de la SAQ, M. Raynald Asselin, devant la Cour supérieure qui entend le procès en injonction permanente visant à empêcher la société d'État de confier à des coopératives de travailleurs la gestion de ses magasins.

Le président du Syndicat des employés de magasin et de bureau de la SAQ a témoigné qu'au cours d'une réunion tenue le 24

février 1984, le ministre Biron a demandé aux dirigeants syndicaux de coopérer à la réalisation du projet, sinon il le réaliserait quand même. Il aurait ajouté que si les représentants syndicaux ne faisaient pas valoir leurs points de vue à ce moment-là, ils ne de-

vraient pas « brailler » après que le projet aura été réalisé.

Appelé lui aussi à témoigner hier, M. Biron a atténué la portée de ses propos. Il a nié avoir dit que les syndicats ne devraient pas « brailler » une fois que serait concrétisée la transformation.

Le ministre a plutôt affirmé qu'il avait tenté de convaincre les dirigeants syndicaux de participer à la consultation, car ce serait plus facile de modifier les modalités de participation à ces coopératives avant que l'expérience ne soit commencée.

Le travail à temps partiel en progrès

OTTAWA (PC) — Les employeurs canadiens ont de plus en plus recours au travail à temps partiel comme d'une nouvelle arme puissante contre les syndicats.

« Il s'agit d'un procédé subtil mais dévastateur », affirme le Syndicat canadien de la fonction publique dans une étude intitulée « Le nouveau défi de la négociation collective ».

La croissance sans précédent du travail à temps partiel constitue un défi fondamental à l'existence même des emplois permanents.

« A moins que la croissance du travail à temps partiel ne soit enrégulée, les emplois permanents deviendront de plus en plus rares pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail. »

Les travailleurs à temps partiel, ou les surnuméraires comme on les appelle couramment, ne représentaient que 3,8 p. cent des travailleurs canadiens quand Statistique Canada a commencé à tenir compte de cette catégorie de travailleurs, en 1953.

En 1983, soit 30 ans plus tard, leur nombre atteignait 1,7 million, soit 14,9 p. cent de la main-d'oeuvre du pays.

MARCHÉS BOURSIERS

Le Dow Jones repasse le cap de 1 200 points

De bonnes avances ont été enregistrées hier à Wall Street dans un marché actif. L'indice des industrielles a repassé le cap des 1 200 à la mi-séance et s'est établi à 1 202,74 en hausse de 11,04 points. Quelque 99 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses: 1,064 contre 516; et 432 titres ont été inchangés. Parmi les valeurs canadiennes, on a noté: Alcan, en hausse de 1/4 à \$28 1/2; Ashland Oil, de 1/2 à \$25 1/2; Dome Mines, de 1/4 à \$6 1/2; et Ranger Oil, de 1/4 à \$4 1/2. Mais Canadian Pacific a fléchi de 1/4 à \$36 1/2; McIntyre Mines, de 1/4 à \$27 1/2; et Seagram, de 1/4 à \$38.

La Banque de Nouvelle-Écosse en vedette à Montréal

Les mines et métaux ainsi que les services publics ont mené les nombreux gains enregistrés, hier à la Bourse de Montréal, où les échanges se sont suivis à un rythme accéléré. L'indice du portefeuille a avancé de 0,73 de point et se trouvait au niveau de 117,88 points en clôture. Cinq des six secteurs de classification des titres ont réalisé des progrès. Seul,

celui des biens d'équipements a fléchi. Le volume des échanges a été de 6 059 508 actions; à comparer à 3 773 751 à la séance de mardi. Le secteur des mines et métaux a gagné 1,08 point à 112,29; celui des services publics, 1,01 point à 122,47; celui des banques, 0,95 de point à 116,46; celui des hydrocarbures, 0,65 de point à 117,27; et celui des produits de la forêt, 0,27 de point à 144,14. Mais celui des biens d'équipement a fléchi de 0,33 de point à 109,20.

L'industrielle la plus active, du point de vue du volume, a été Banque de Nouvelle-Écosse, inchangée à \$12 1/2 dans le virement de 1 217 002 actions. Chez les hydrocarbures et minières, c'est Wright Hargreaves Mines Ltd., inchangé à \$5 1/2 dans le virement de 25 000 actions, qui a été le titre vedette. Parmi les autres titres mouvementés, il y a eu: Agnico Eagle, plus 1/2 à \$11 1/2; Union Entreprises, plus 1/2 à \$12 1/2; Alcan, plus 1/4 à \$37 1/2; Asamera Inc., plus 1/4 à \$9; Banque canadienne impériale de Commerce, plus 1/4 à \$29 1/2; TransAlta A, plus 1/4 à \$23 1/2; et Gaz Métropolitain, plus 1/4 à \$8 1/2. Mais Noranda A a cédé 1/4 à \$1,00; et Rio Algom, 1/4 à \$19 1/2.

Sont demeurés inchangés: Aiguelle Inc. à \$5 1/2; Entreprises Bell Canada à \$34 1/2; Northern Telecom à \$42 1/2; et Banque Toronto-Dominion à \$17 1/2. On a rapporté 130 titres en avance contre 100 en recul, alors que 98 sont demeurés sur leurs positions, pour un total de 328; à comparer à respectivement 105, 107, 99 et 311, lors de la séance de mardi. Chez les titres juniors, on a noté: Lynx-Canada Explorations Ltd., en baisse de deux cents à 48 cents dans le virement de 19 500 actions; Bateman, inchangé à 16 cents dans le virement de 12 500 actions; et Consolidated Imperial Resources Energy A, plus un cent à \$2,10 dans le virement de 9 236 actions.

Volume de 15,2 millions à Toronto

Les cours ont enregistré des hausses, hier à la Bourse de Toronto où l'activité a été très intense. L'indice composé des 300 a progressé de 10,51 points et s'est établi à 2 359,06. Le volume a été de 15,2 millions d'actions contre 10,2 millions, à la séance de mardi. Parmi les valeurs industrielles actives, on a noté: Union Entreprises, plus 1/4 à \$12 1/2; Banque Toronto-Dominion, plus 1/4 à \$17

1/2; Consumers Glass, plus 1/4 à \$13 1/2; MacMillan Bloedel, plus 1/4 à \$25 1/2; et Inco, plus 1/2 à \$16 1/2. Mais Entreprises Canadien pacifique a régressé de 1/4 à \$23 1/2; Inglis Ltd., de 1/4 à \$12; Imperial Oil A, de 1/4 à \$40 1/2; et Nu-West Group, de 6 cents à 50 cents. Parmi les minières, Campbell Red Lake a progressé de 1/4 à \$22 1/2; Echo Bay, de 1/4 à \$11 1/2; et Placer Development, de 1/4 à \$21 1/2. Mais Denison A a fléchi de 1/4 à \$15 1/2; et Queenstake Resources, de 29 cents à \$2,31. Chez les pétrolières, Asamera Inc. a acquis 1/4 à \$9; Dome Canada, 1/4 à \$6; et Numac Oil and Gas, 1/4 à \$13 1/2. Mais Sulpetro a perdu 15 cents à \$2,75; et Bluesky Oil and Gas, 5 cents à \$4,10.

Marché ferme à Vancouver

Les cours ont fluctué sans tendance uniforme, hier à la Bourse de Vancouver, où les transactions se sont suivies à un rythme plutôt lent. Le virement a été de 6,1 millions d'actions. On a dénombéré 166 valeurs en avance contre 146 en recul, et 361 sont demeurées sur leurs positions de mardi. L'indice global du marché a progressé de 3,01 points à 823,61.

Nous serons présents!

Dans certains magasins, fermer la vente veut également dire fermer la porte. Toutefois, chez Futur Byte, nous ne vous laisserons pas dans le noir suite à l'achat de votre ordinateur personnel.

Quelle que soit la raison, n'hésitez pas à communiquer avec nous, les experts en informatique. Nous serons toujours présents!

FUTUR BYTE®
Depuis 1977... pour toujours!

1189, Place Phillips Montréal 861-2831 1295, chemin Chambly Longueuil 677-5264 1356, chemin Ste-Foy Québec 418-681-0546 1366, boul. des Récollections Trois-Rivières 373-7372 6846, rue Jarry est Saint-Léonard 327-3121 1576, rue King ouest Sherbrooke 564-1204

Création d'un conseil consultatif sur les aéroports de Montréal

Le ministre d'Etat aux Transports, Benoît Bouchard, a annoncé hier la création d'un conseil consultatif qui aura pour mandat de conseiller Transports Canada sur l'avenir du réseau aéroportuaire de Montréal.

Composé de 13 membres, dont des représentants du gouvernement du Québec, de Transports Canada, de la CUM, des Chambres de commerce de Montréal et de Laval

et d'Air Canada, le conseil devra identifier les moyens d'accroître le trafic des passagers et des marchandises aux aéroports de Dorval et de Mirabel.

« Il aidera le gouvernement à améliorer la rentabilité du réseau aéroportuaire tout en répondant plus étroitement aux besoins et aspirations de la population de la région », a déclaré M. Bouchard.

Presse canadienne

SELON LE MOUVEMENT POUR LA SURVIE DES AGRICULTEURS

La situation « catastrophique » de l'agriculture perturbera gravement l'économie du Québec d'ici à deux ans

L'agriculture québécoise, canadienne et même américaine est dans une situation catastrophique. Au Québec, par exemple,

les grévistes eurent obtenu l'assurance de se faire entendre par une commission parlementaire qui a eu lieu en octobre dernier.

Le Mouvement pour la survie regroupe une cinquantaine d'agriculteurs qui sont aux prises avec

des difficultés financières. Pour sa part, le président de l'organisme qui a vu sa ferme saisie par ses créanciers vit actuellement de l'aide sociale. Il a récemment raconté ses déboires dans un volume publié à compte d'auteur.

M. Boucher a aussi profité de l'occasion pour affirmer qu'il avait été déçu des résultats de la commission parlementaire sur l'agriculture d'octobre dernier, notamment à cause de l'attitude des péquistes et des libéraux. Il a mentionné d'autre

part que son mouvement est pour le maintien de la ferme familiale, notamment parce que les grandes entreprises agricoles faisaient un grand tort à l'environnement par l'emploi abusif d'engrais et de pesticides de toute nature.

PIERRE GINGRAS

L'endettement des agriculteurs augmente de façon vertigineuse, la valeur des terres baisse à vue d'oeil, et la valeur des actifs des fermes agricoles fond comme neige au soleil.

Tel est le tableau dramatique qu'a brossé, hier au cours d'une conférence de presse, le président du Mouvement pour la survie des agriculteurs, M. Jean-Claude Boucher. Reprenant le discours qu'il tient depuis plusieurs mois à ce sujet, M. Boucher a répété qu'une partie de la solution au problème résidait dans la consolidation des dettes à court terme des agriculteurs tout en décrétant un moratoire sur la saisie des fermes en difficultés financières. Selon lui, la situation de l'agriculture est à ce point mauvaise que toute l'économie de la province serait gravement perturbée d'ici à deux ans.

M. Boucher a dit qu'il serait plus rentable pour la société de permettre aux agriculteurs de rééchelonner le paiement de leurs dettes que de saisir leurs biens. Selon les chiffres qu'il a avancés, chaque faille en agriculture coûte \$183 000 au gouvernement.

On se souvient que M. Boucher était un des sept grévistes de la faim qui avaient jeûné durant une vingtaine de jours, l'été dernier, pour dénoncer les pratiques financières de l'Office du crédit agricole et les politiques du ministère québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Le jeûne avait cessé après que

LES DISTILLERIES CORBY LIMITEE



J. Denny Dunlop

La nomination de Monsieur J. Denny Dunlop au poste de Vice-président, marketing de J.M. Douglas International, est annoncée par Monsieur Donald C. MacMartin, Vice-président de direction des Distilleries Corby Limitée.

J.M. Douglas International, une division de Corby, est responsable de la commercialisation des vins au Canada. Monsieur Dunlop possède une vaste expérience, ayant occupé divers postes importants dans notre industrie touchant différents aspects de la production, du marketing et de la vente des vins.

Son intéressante formation fut acquise lors de ses nombreux stages chez des compagnies productrices de vins en Europe, Amérique du Sud, Australie et États-Unis (Californie).

En tant que filiale de Corby, J.M. Douglas International commercialise des marques réputées telles que les champagnes Charles Heidsieck, les apéritifs St-Raphaël, les bourgognes Antonin Rodet, les bordeaux Schröder & Schyler, le Pichet d'Alsace de la Maison Laugel, le vin autrichien Sonnenburg de Lenz Moser, le porto Royal Palace de Delaforce, le Pineau des Charentes - Château de Beaulon, les vins hongrois de Monimprex et plusieurs autres.

BANQUE NATIONALE DU CANADA

DIVIDENDES

Afin de compléter l'avis de dividendes en date du 29 novembre 1984, avis est, par les présentes, donné que les dividendes suivants sur les actions du capital social versé de la Banque seront payés pour le trimestre se terminant le 31 janvier 1985, à compter des dates indiquées ci-dessous:

- A compter du 1er février 1985**
- aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque à la fermeture des bureaux le 16 janvier 1985:
1. un dividende de 20,48 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 1;
 2. un dividende de 0,0512 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 2;
 3. un dividende de 0,9435 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 4.

A compter du 15 février 1985
- aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque à la fermeture des bureaux le 16 janvier 1985:

1. un dividende de 2,1667 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 5.

Par ordre du conseil d'administration
La vice-présidente et secrétaire,
FRANÇOISE GUENETTE
Montréal, le 3 janvier 1985



Expo Habitat
du Montréal Métropolitain

présente

LA MAISON DE BENJAMIN...

Une initiative de créations scolaires ouverte du 3 au 7 février dans le cadre de l'Expo Habitat du Montréal métropolitain au Palais des Congrès.

Niveau primaire

Dessin illustrant la maison d'hier, d'aujourd'hui ou de demain. 30 finalistes se mériteront un prix de 50\$ chacun.



Niveau secondaire

Maquette représentant votre concept personnel de l'habitation.

- 1er prix: une bourse d'étude de 1000 \$
2e prix: une bourse d'étude de 750 \$
3e prix: une bourse d'étude de 500 \$



Laissez aller votre imagination et pour plus de détails, consultez les affiches à cet effet dans votre école. Déposez vos travaux au kiosque de l'APCHQ à l'Expo-Habitat. Bonne chance!

Expo Habitat

EN COLLABORATION AVEC

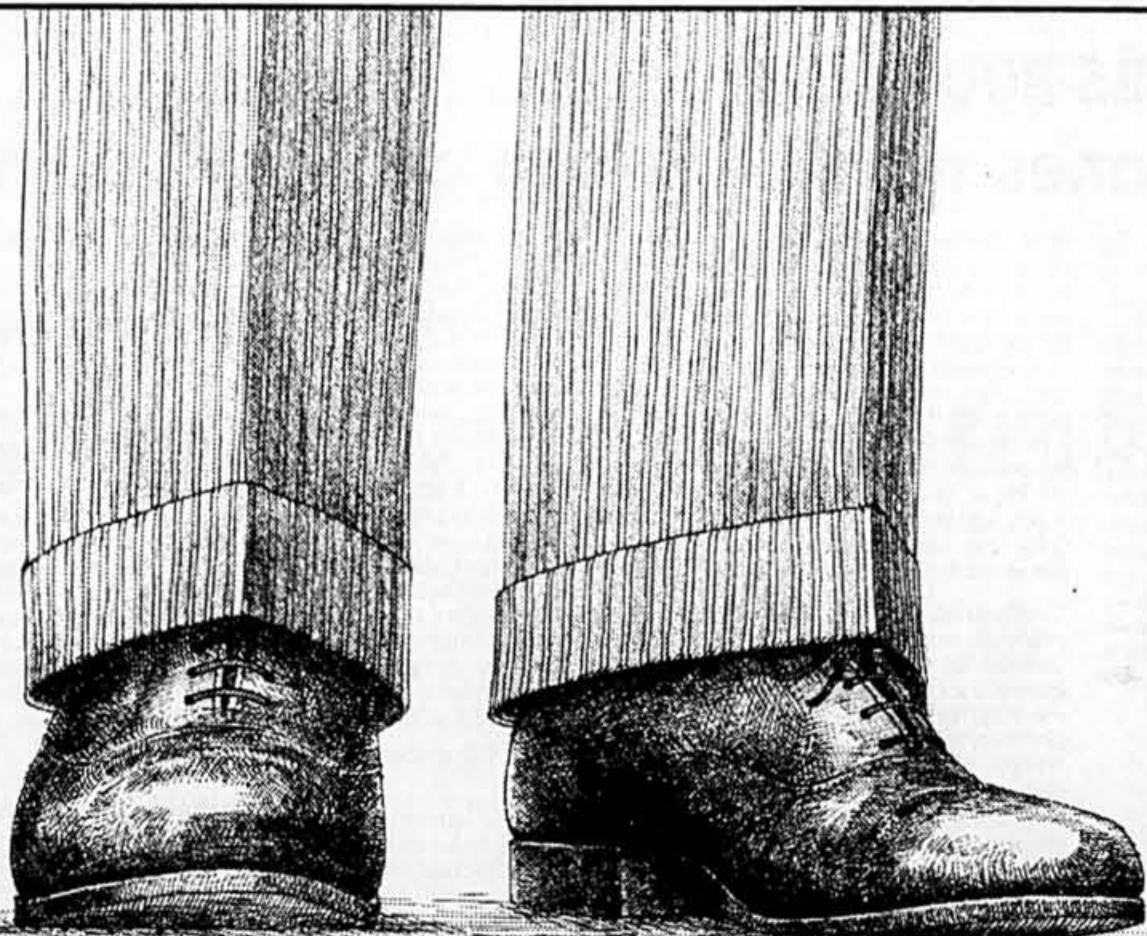
la presse



Région du Montréal Métropolitain

APCHA

HILTON INTERNATIONAL CANADA



VOUS AIMERIEZ ENJAMBER LA CAISSE? ALLEZ-Y AVEC NOS DÉPARTS EXPRESS!

Inscrivez-vous avec une carte de crédit reconnue et Hilton vous inscrira à ses *Départs Express*. Dites-nous quand vous partirez et, la nuit précédente, nous glisserons sous votre porte le reçu de votre carte de crédit ainsi que votre note détaillée.

Le matin, déposez la clé de votre chambre dans la boîte des *Départs Express*, dans le hall de l'hôtel. Vous n'aurez pas à attendre votre tour à la caisse. Ni à patienter jusqu'à l'arrivée

de vos reçus. C'est ça, les *Départs Express* de Hilton. C'est vite!

Pour réserver, communiquez avec votre agent de voyages, le service de réservations Hilton ou tout hôtel Hilton International.

SAINT-JOHN, N.-B. • QUÉBEC • MONTRÉAL (Bonaventure) • MONTRÉAL AÉROPORT (Dorval) • TORONTO (Harbour Castle) • TORONTO AÉROPORT • WINDSOR

OÙ TOUT LE MONDE EST CHEZ SOI

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Jeune entreprise de construction en plein essor et jouissant d'une réputation enviable dans le domaine des travaux municipaux, cette compagnie est à la recherche d'un

Vice-président Directeur général

À ce titre, vous seconderez le président en dirigeant et en coordonnant les activités administratives et, de façon particulière, la planification et l'exécution des travaux.

Bilingue et de préférence ingénieur, vous possédez plusieurs années d'expérience en travaux d'égoûts, d'aqueduc et de voirie, à titre de gérant de projets ou de coordonnateur de travaux. Dynamique, vous savez obtenir la coopération des employés. Esprit innovateur, vous n'hésitez pas à faire valoir vos idées tout en faisant montre de souplesse. Lieu de travail: Montréal.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae, sous pli confidentiel, à Roger Lachance, à Montréal, sous le numéro de référence 2323. Discretion assurée.

**Rourke,
Bourbonnais**

Montréal: 1808, rue Sherbrooke Ouest H3H 1E5
(514) 937-9525
Toronto: 1075, rue Bay MSS 2H1
(416) 925-3451
Calgary: 300, 5^e avenue Sud-Ouest T2P 3C4
(403) 263-9076

Conseil de direction en ressources humaines



CHAMBRE DES COMMUNES

Comité spécial

ET GROUPE DE TRAVAIL PARLEMENTAIRE SUR LA RÉFORME DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le Comité est chargé d'examiner les pouvoirs, les procédures, les pratiques, l'organisation et les installations de la Chambre des communes en tenant compte de l'équilibre entre les responsabilités et les rôles constitutionnels respectifs de la Chambre des communes et du gouvernement, et cette étude portera sur les aspects suivants, sans y être limitée:

- les articles permanents et provisoires du Règlement;
- le rôle du simple député à la Chambre des communes;
- la responsabilité des ministres devant la Chambre des communes;
- le processus législatif;
- le financement, les installations et les services de personnel de soutien à la disposition des députés;
- l'administration et la gestion de la Chambre des communes; et
- les procédures et les pouvoirs des comités de la Chambre des communes, ainsi que le rôle et l'utilisation des groupes de travail parlementaires.

Le Comité doit présenter son rapport à la Chambre au plus tard le 28 juin 1985.

Les individus et les organismes qui désirent soumettre des mémoires à ces sujets peuvent le faire en français, en anglais ou dans les deux langues officielles.

Si possible, les mémoires doivent être dactylographiés sur papier de 28cm par 22cm avec marges de 3cm par 2cm.

Ces mémoires devront être envoyés au:

Greffier
COMITÉ SPÉCIAL SUR LA RÉFORME DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A7

L'HONORABLE James A. McGrath, C.P., DÉPUTÉ, PRÉSIDENT

L'HONORABLE André Ouellet, C.P., DÉPUTÉ, VICE PRÉSIDENT

M. Bill Blaikie, DÉPUTÉ, VICE PRÉSIDENT

MME Lise Bourgeau, DÉPUTÉ

M. Albert Cooper, DÉPUTÉ

M. Jack Eika, DÉPUTÉ

M. Benno Friesen, DÉPUTÉ

REPRÉSENTANT(E) SERVICE À LA CLIENTÈLE

Entreprise nationale de location (crédit-bail) requiert les services d'un(e) représentant(e) au service à la clientèle.

La personne choisie sera responsable de la perception et des relations avec la clientèle existante.

Le (la) candidat(e) recherché(e) possède au moins 1 an d'expérience de perception dans l'industrie du «leasing» (crédit-bail). Le bilinguisme, parlé et écrit, est un pré-requis.

S'il vous plaît, faire parvenir en anglais un résumé de vos connaissances et qualifications en prenant soin d'y indiquer le salaire anticipé à:

La Presse, Réf.: 13,647
C.P. 6041, Succ. A, Montréal H3C 3E3

Un emploi à la mesure de vos ambitions...

La section CARRIÈRES ET PROFESSIONS de

la presse

285-7320

CKAC 73 la presse AIR CANADA

americanada le spécialiste des circuits en Amérique du Nord

VOUS INVITENT À PARTICIPER



5 couples chanceux s'envoleront à la conquête de l'Ouest canadien l'été prochain; 14 jours pour conquérir Calgary, Banff, le majestueux lac Louise, Jasper, Kamloops, Vancouver, Victoria et de nombreux sites pittoresques de l'Ouest canadien.



Pour participer, remplissez le coupon de participation publié jusqu'au 9 février 1985 dans LA PRESSE. Tous les matins à 7 h 43 du 14 janvier au 15 février, du lundi au jeudi, Jacques Proulx procédera au tirage d'une personne finaliste.

Form with fields for NOM, ADRESSE, APP, VILLE, CODE POSTAL, ÂGE, TÉLÉPHONE, RÉS, BUR.



CLAUDE FOURNIER, B.A.

M. W.J. Luedey, Vice-président exécutif de W.F. Morneau & Associés Limitée, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Claude Fournier, B.A., au poste de Vice-président et Directeur pour la province de Québec.

M. Fournier est entré en fonction chez W.F. Morneau & Associés en novembre 1984 après avoir acquis plusieurs années d'expérience dans le domaine de la vente, du service et de la gestion en matière d'avantages sociaux.

Dans ses succursales situées à Montréal, Calgary, Halifax, St-Jean, T.-N., Toronto et Vancouver, W.F. Morneau & Associés Limitée procure aux compagnies des services de bénéfices marginaux, d'actuariat et de communication.

EN PLEIN AIR. FAITES-LE DONC. POUR VOIR! PARTICIPATION

LES AURIÈRES

Table of stock market data with columns for 'Fermeture', 'Offre', 'Dem.', 'Chon.', 'net' and various stock symbols like Anglo, Amer Gold, Bynonovitch, etc.

Litho Acme Inc.



Claude Laplante

Monsieur Guy Denaut, président de Litho Acme Inc., est heureux d'annoncer la venue de Monsieur Clau-de Laplante comme conseiller en communication graphique.

M. Laplante possède une vaste expérience de l'industrie de l'imprimerie. Il a été affilié aux imprimeries Laplante & Langevin Inc. et Thérien Frères Ltée.

La venue de M. Laplante coïncide avec la nouvelle orientation de Litho Acme d'offrir un service complet d'imprimerie et de séparation de couleurs.

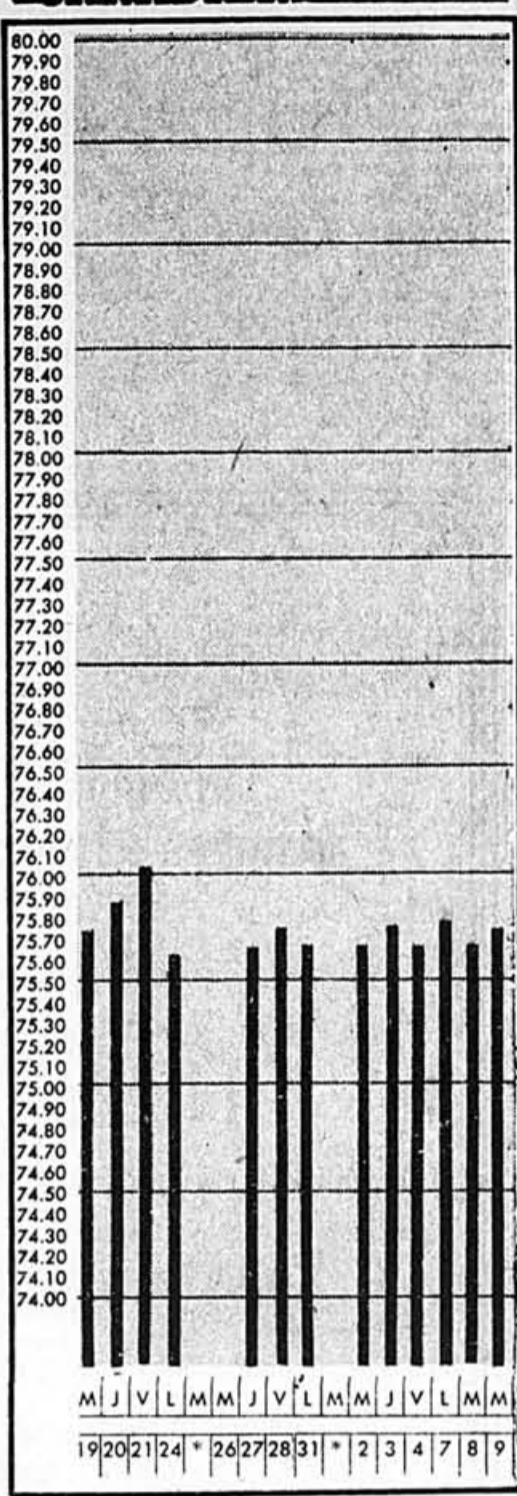
Il y a de tout dans les ANNONCES CLASSÉES de la presse 285-7111

MARCHÉ DES VALEURS À TERME

(TRANSACTIONS TORONTO-MONTRÉAL COMBINÉES) par la PRESSE CANADIENNE

Table of bond market data with columns for 'Bons du Trésor du Canada', 'Obligations du Canada', 'Total ventes', 'Total contrats en vigueur'.

LE DOLLAR CANADIEN



BANQUE NATIONALE DU CANADA

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des détenteurs d'actions ordinaires de la Banque Nationale du Canada, qui sera également une assemblée générale extraordinaire, se tiendra à l'hôtel Reine-Elizabeth, 900 boulevard Dorchester Ouest, Montréal, Canada, jeudi le 24 janvier 1985 à 9h30, pour:

- 1) recevoir le rapport des administrateurs et les états financiers de la Banque Nationale du Canada, incluant le rapport des vérificateurs, pour l'exercice terminé le 31 octobre 1984; 2) étudier et, si jugé à propos, adopter la résolution spéciale suivante:

"Il est résolu que les actionnaires de la Banque (a) proposent, par les présentes, que le capital social autorisé soit modifié et augmenté de la manière prévue à l'article 1 du Règlement numéro 17 de la Banque modifiant et remplaçant l'article 1 du Règlement numéro 15 de la Banque et qui énonce:

1. Capital social autorisé: Le capital social autorisé de la Banque composé de 15,000,000 d'actions privilégiées de premier rang, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une contrepartie globale d'au plus \$300,000,000, de 1,600,000 actions privilégiées convertibles, catégorie A, d'une valeur nominale de \$31 chacune, de 15,000,000 d'actions privilégiées catégorie B, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une contrepartie globale d'au plus \$300,000,000 et de 50,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de \$2 chacune, est modifié par:

(a) la création de 25,000,000 d'actions ordinaires additionnelles, d'une valeur nominale de \$2 chacune; de sorte que le capital social autorisé de la Banque se compose de 15,000,000 d'actions privilégiées de premier rang, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une contrepartie globale d'au plus \$300,000,000, de 1,600,000 actions privilégiées convertibles catégorie A d'une valeur nominale de \$31 chacune, de 15,000,000 d'actions privilégiées catégorie B, sans valeur nominale, pouvant être émises pour une contrepartie globale d'au plus \$300,000,000 et de 75,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de \$2 chacune."

(b) autorisent, par les présentes, deux administrateurs ou deux dirigeants ou un dirigeant et un administrateur à présenter, pour et au nom de la Banque, une demande pour l'approbation de ladite proposition par le Ministre des Finances et à faire toutes choses et signer tous documents ou écrits nécessaires ou opportuns afin de donner effet aux dispositions de la présente résolution;

(c) autorisent les administrateurs de la Banque s'ils le jugent nécessaire à annuler la présente résolution avant qu'il n'y soit donné suite, sans autre approbation des actionnaires de la Banque";

3) étudier et, si jugé à propos, adopter la résolution spéciale suivante: "Il est résolu que: En date du jour où le Ministre des Finances aura dûment approuvé la demande visant à modifier et augmenter le capital social autorisé de la Banque de la manière prévue au Règlement numéro 17 de la Banque, les actionnaires de la Banque confirmeront la totalité de ce Règlement numéro 17 modifiant et remplaçant l'article 1 du Règlement numéro 15 de la Banque";

4) nommer les vérificateurs et fixer leur rémunération; 5) élire des administrateurs; 6) étudier toute autre question dont l'assemblée pourrait être régulièrement saisie.

Par ordre du conseil d'administration La vice-présidente et secrétaire, Françoise Guénette Montréal, le 12 décembre 1984

Vraiment supérieur, le Tandy 1000... est ce que le PC d'IBM n'a jamais été; économique

Seul Tandy/Radio Shack peut vous offrir les performances et le choix de progiciels du PC d'IBM sans que vous ayez à en payer le prix. Seul Tandy/Radio Shack possède le soutien et l'expérience technique pour vous offrir les performances MS-DOS à un prix révolutionnaire.

Tandy 1000 avec 128 K, 1 unité de disque et logiciel Deskmate 1749.00



...et prêt à l'emploi.

Le Tandy 1000 a tout ce qu'il vous faut. Avec le logiciel Deskmate intégré, vous pouvez vous en servir dès la première journée. Avec traitement de texte, analyse par tableaux, classement électronique, télécommunications, calendrier et courrier électronique. Le tout sur un disque. Seul le Tandy 1000 vous donne le premier pas en logiciel — le Deskmate.

TANDY/Radio Shack DIVISION, ÉLECTRONIQUES TANDY LIMITÉE

CENTRES D'ORDINATEURS RADIO SHACK: Montréal 1255 rue Guy, 931-4494 • 2001 rue University, 849-2031 St-Laurent 8092 Voie de service sud, 337-2741 • Centre d'achats Greenfield Park 465-0441 Laval 1970 boul. St-Martin, 687-4454

Magasins Radio Shack 'Plus' Centre d'ordinateurs: Sherbrooke 562-3677 St-Bruno 653-4122 Rosemere 437-1211 Trois-Rivières 379-3036 St-Laurent 332-0246 Laval 688-6646

LES GRAINES

WINNIPEG (CONTRATS EN TONNES)

MARCHÉ À TERME

Mois	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.	Mar
Jan	354,00	354,70	353,50	354,70	352,00
Fév	362,00	362,00	361,30	362,00	360,00
Mars	367,00	367,00	367,00	367,00	365,50
Avr	372,90	372,90	372,90	372,90	370,70
Mai	376,50	376,50	376,50	376,50	373,70

VANCOUVER

GRANDE COLZA

Mois	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Jan	376,30	378,50	376,00	378,50
Fév	382,00	385,90	382,00	385,90
Mars	393,00	396,30	393,00	396,30
Avr	402,00	404,50	401,70	403,90
Mai	404,00	406,20	403,80	406,00
Jun	410,00	412,00	409,20	411,00

MARCHÉ AU COMPTANT

Arômes : 1 cw 132,30 2 cw 132,30 ex
1 fourragère 131,30 ; 1 fourragère
125,30 2 fourragère 121,80 ; 3 fourragère
118,80 ; fourragère mélangée 72,00

CHICAGO

Mois	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.	Mar
Jan	3,41	3,46%	3,41	3,45%	+0,5
Fév	3,34%	3,38%	3,34	3,37%	+0,3%
Mars	3,29%	3,30%	3,29	3,29%	+0,0%
Avr	3,20%	3,21%	3,20%	3,20%	+0,0%
Mai	3,40	3,40%	3,39	3,39	+0,0%
Jun	3,43	3,43%	3,43	3,43	+0,1

L'OR À TERME

MARCHÉ DE WINNIPEG

Certes des contrats à terme de Far, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg

Contrats de 20 onces

Mois	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Jan 85	---	---	---	307,60
Jan 85	---	---	---	314,60
Jan 85	---	---	---	321,10
Jan 85	---	---	---	328,30
Jan 85	---	---	---	335,10

CONTRATS DE 200 ONCES D'ARGENT

Mois	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Jan 85	---	---	---	6,18
Jan 85	6,13	6,28	6,13	6,28
Jan 85	6,27	6,42	6,27	6,42
Jan 85	6,42	6,58	6,42	6,58
Jan 85	6,70	6,73	6,70	6,73

FRUITS/LÉGUMES

(PC) — Voici les prix payés au Marché central métropolitain tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.

Revision du régime d'assurance dépôts

TORONTO (PC)

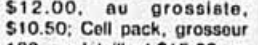
— Un comité formé de représentants du secteur privé examinera le régime fédéral d'assurance-dépôts destiné à protéger l'épargne déposée dans les banques et compagnies de fiducie à la suite de la controverse qui entoure son fonctionnement et son équilibre financier.

Au bureau de la ministre d'État aux Finances, Mme Barbara McDougall, on a expliqué hier que ce comité examinera la loi qui régit la Société d'assurance-dépôts du Canada, ses opérations et relations avec les provinces et les institutions financières membres.

Au cours de l'année fiscale qui s'est terminée le 31 décembre 1983, l'organisme fédéral a enregistré des pertes de \$650 millions.

LE GROUPE COMMERCE

NOMINATION



Yves Brouillette, f.i.c.a.

M. Guy St-Germain, Président et chef de la direction, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Yves Brouillette au poste de Vice-président délégué, Assurance des particuliers.

M. Brouillette est diplômé de l'Université Laval, Fellow de la Casualty Actuarial Society et de l'Institut canadien des actuaires. Avec le Groupe Commerce depuis 1974, il occupait auparavant le poste de Vice-président, Actuariat.

Le Groupe Commerce est une des plus importantes compagnies d'assurances IARD au Québec.

C'est logique d'acheter ou de louer un IBM PCXT actuellement.

7 554 \$
ou **249,95 \$**
par mois*



IBM PCXT
Un système complet d'extension facile et qui comprend:
• Mémoire vive de 256 Ko
• Système MS-DOS
• Lecteur de disquette de 360 Ko
• Disque fixe de 10 Mo
• Écran IBM Monochrome
• Adaptateur pour imprimante et modem

Parce que:

1 Si vous achetez un IBM PCXT à 7 554 \$ avant le 26 janvier, vous obtenez un crédit de 900 \$ sur des articles qui viendront compléter votre système.

2 Si vous louez un IBM PCXT à 249,95 \$ par mois avant le 26 janvier, vous ne verserez aucune mensualité avant le 1^{er} avril 1985.

Agissez avant le 15 janvier et économisez encore plus.

Si vous agissez avant le 15 janvier, vous obtiendrez aussi la remise en argent comptant de 650 \$ d'IBM et 200 \$ de logiciels sélectionnés. Commencez la nouvelle année du bon pied chez Innovations en Informatique avec un nouvel ordinateur puissant et plus d'argent en poche.

* Ce prix est basé sur un bail de 42 mois avec l'option d'acheter après 36 mois, pour les clients commerciaux qualifiés seulement. Taxes et entretien non compris. Innovations en Informatique est un dépositaire autorisé des ordinateurs personnels de marque IBM. IBM est la marque déposée d'International Business Machines Corporation.

innovations en informatique
Computer Innovations

Là où tout devient logique.

Simpson

la Baie

innovations en informatique

CENTRE-VILLE: 288-7364 POINTE-CLAIRE: 694-4550 CENTRE-VILLE: 288-7521 1 PLACE VILLE-MARIE 866-6571

AVEC TILDEN, LES PRIMES-VOYAGE AÉROPLAN S'ACCUMULENT VITE.



Prenez les 500 milles maintenant...
Aéroplan, le programme pour les grands voyageurs, vous donne maintenant 500 milles supplémentaires (805 km) chaque fois que vous voyagez avec Air Canada et louez une auto de Tilden. Présentez simplement votre carte de membre Aéroplan et la carte-partenaire au comptoir Tilden de l'aéroport, et 500 milles seront automatiquement ajoutés à votre dossier Aéroplan lors de votre prochain voyage avec Air Canada. Et rappelez-vous que chaque mille Aéroplan compte pour obtenir des surclassements, des tarifs réduits ou des gratuits valables pour l'avion, l'hôtel ou la location d'une auto.

...doublez votre prime-auto plus tard
Faites la moitié ou plus de vos locations d'auto chez Tilden, et doublez vos primes-

auto Aéroplan. Présentez simplement vos relevés Aéroplan ainsi que le certificat de votre prime-auto, et Tilden vous donnera son boni "doublez la prime."

Milles Aéroplan	Exemples de primes-auto Aéroplan	BONI "Doublez" la prime" de Tilden
10 000 milles	1 journée gratuite/location de 2 jours	2 journées gratuites
30 000 milles	1 semaine gratuite - voiture sous-compacte	2 semaines gratuites
150 000 milles	2 semaines gratuites - voiture de luxe	4 semaines gratuites

Et obtenez encore plus
Aucun autre programme pour les grands voyageurs ne vous mène aussi loin que l'Aéroplan. Plus de vols vers plus de destinations et un nombre toujours

grandissant de partenaires, tels que Tilden, vous permettent d'accumuler plus de milles Aéroplan, plus rapidement et plus facilement. Assurément.

Pour plus d'informations, communiquez avec votre agent de voyages ou la billetterie d'Air Canada la plus près, ou encore appelez sans frais au 1-112-800-361-8253 (en Colombie-Britannique), 1-800-361-8253 (en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba), 1-800-361-5373 (pour le reste du Canada, à l'exception de Montréal), 932-9828 (à Montréal).



Pour les grands voyageurs

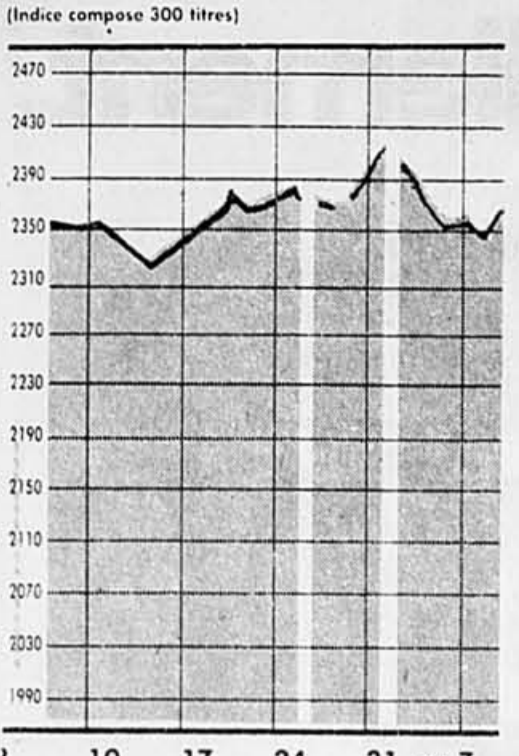
MC Aéroplan est une marque de commerce d'Air Canada. Sujet à l'homologation du gouvernement. Dépositaire d'un permis du Québec. DRF 13061



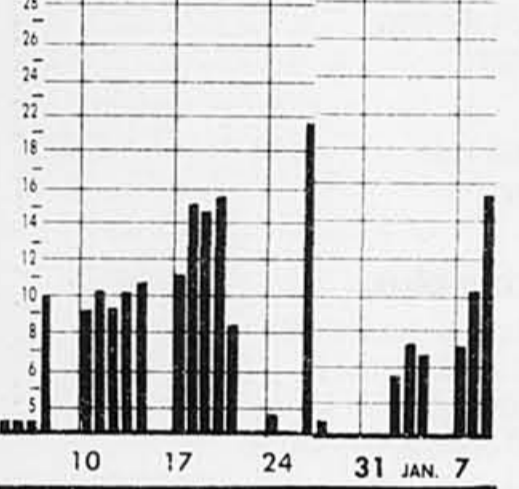
LA BOURSE

TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 15,207,000



INDICES A LA BOURSE DE TORONTO

Table listing various market indices such as 300 COMPOSE, SERV. FINANCIERS, MINES ET METAUX, PETROLES ET GAZ, INDUSTRIELLES, and their current values and changes.

Large table of stock market data for Toronto, including company names, prices, and volume changes.

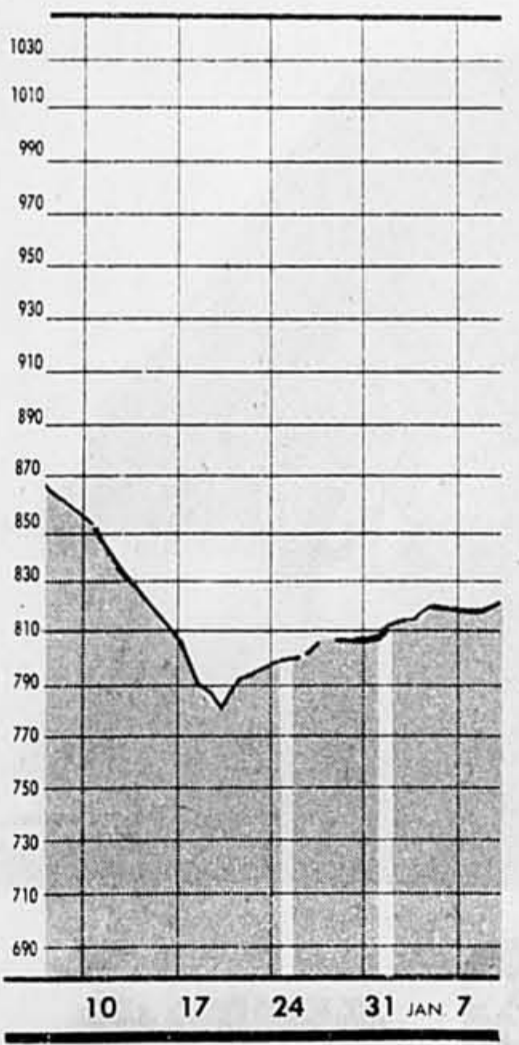
Large table of stock market data for Toronto, continuing from the previous table.

Large table of stock market data for Toronto, continuing from the previous tables.

Large table of stock market data for Toronto, continuing from the previous tables.

VANCOUVER

INDICE GENERAL



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 6,100,000

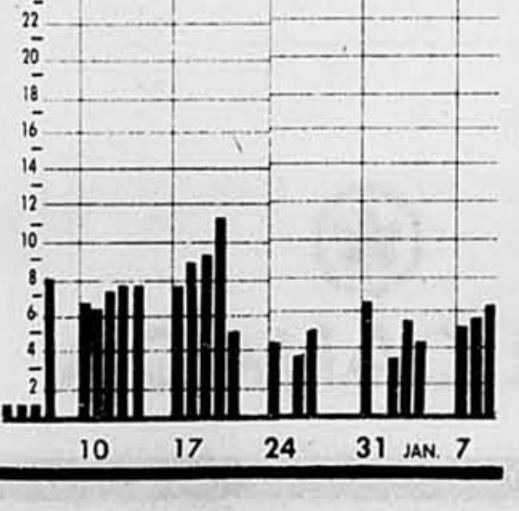


Table of stock market data for Vancouver, including company names, prices, and volume changes.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous table.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous tables.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous tables.

TARGET - Les courtiers londoniens ont baissé hier le prix de l'argent de \$0,197 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

LES OBLIGATIONS - GOUVERNEMENT DU CANADA

LES METAUX - MARCHÉ DE LONDRES PRIEUR EN STERLING PAR TONNE METRIQUE

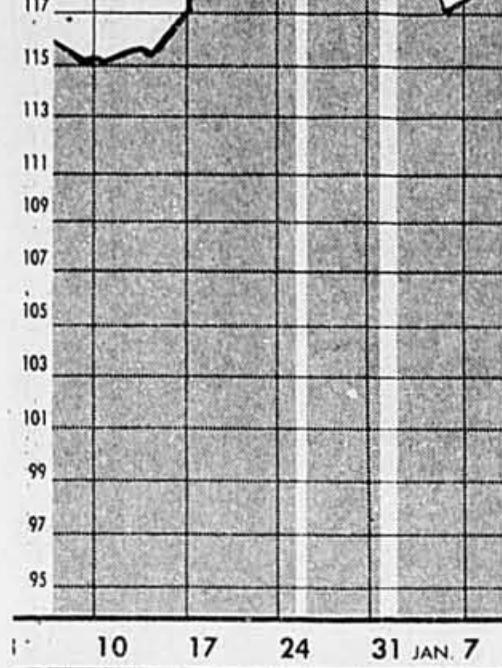
LES METAUX - FERMETURE

MONTRÉAL

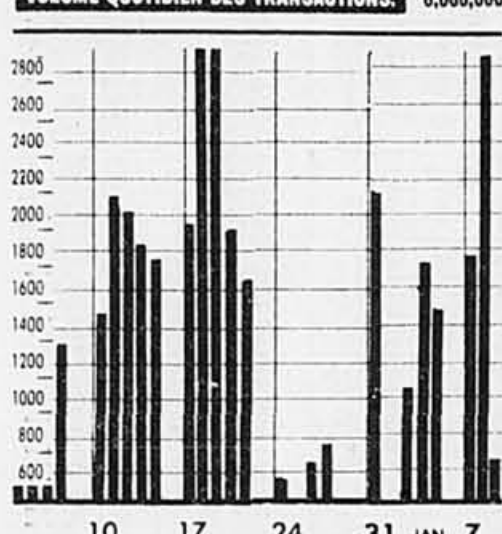
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE GENERAL

Haut: 118,25
Fermeture: 117,88
Bas: 117,07

(Indice canadien du marché 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 6.060.000

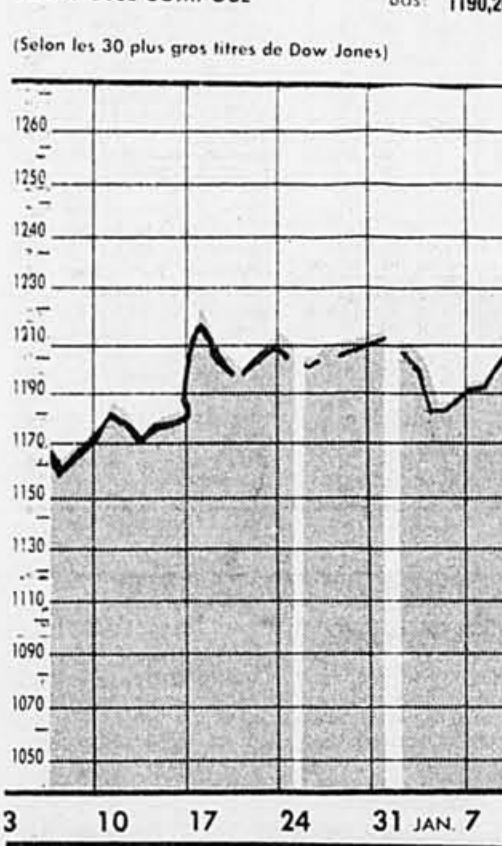


VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 99.830.000

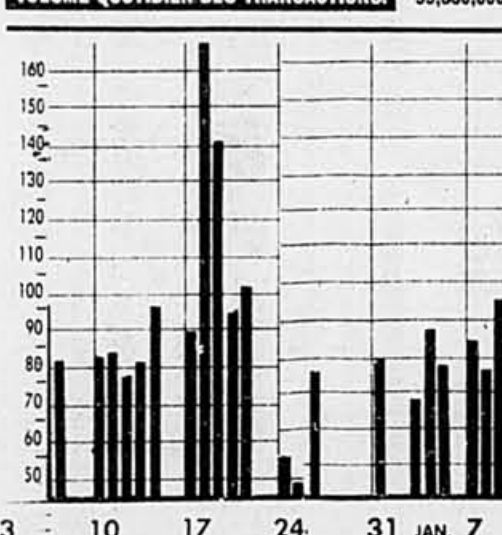
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1209,47
Fermeture: 1202,74
Bas: 1190,26

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 99.830.000



INDICES À LA BOURSE DE NEW YORK

COMPOSÉ: 95,44 (+0,63)
INDUSTRIELLES: 109,30 (+0,69)
TRANSPORTS: 90,56 (+0,99)
SERVICES PUBLICS: 51,41 (+0,34)
FINANCE: 96,69 (+0,69)

Table of stock market indices and their daily changes.

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f = actions non votantes; a = votes limités ou restreints; u = titre négocié en dollars US; Z = lot irrégulier.

INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of Montreal stock indices: XXM, XCB, XCM, XCO, XCF, XCI, XCU.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

Table of stock prices: Valeurs Ventes Hour Bas Form. Net.

LES DEVISES

(PC) - Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par le Banque de Montréal.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

ALBERTA

Access 1000 75 75 75
Amr ch 1100 90 90 90

Table of Alberta stock prices.

Table of Alberta stock prices.

Table of Alberta stock prices.

Table of Alberta stock prices.

Table of Alberta stock prices.

Table of Alberta stock prices.

Table of Alberta stock prices.

MARCHÉ À TERME (Montréal bois de sciage)

Table of term market prices for lumber.

Options sur l'or Montréal-IOCC

Table of gold options prices.

Dividendes

Table of dividend payments.

LE DOLLAR

Text article about the dollar market.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVISES

Table of foreign exchange options prices.

OPTIONS TRANS-CANADA (non transigées)

Table of financial options for Trans-Canada, listing various stocks and their option prices.

MARCHÉ DES OPTIONS Chicago

Table of financial options for the Chicago market, listing various stocks and their option prices.

OFFRE ET DEMANDE (de Toronto)

Table of financial offers and demands for Toronto, listing various stocks and their prices.

INDICES STANDARD & POOR'S DES OPTIONS DE CHICAGO

Table of Standard & Poor's indices for Chicago options, including SP100 and other market indicators.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table of financial options for Trans-Canada (transigées), listing various stocks and their option prices.

TITRES AU COMPTOIR (de Toronto)

Text describing the securities market in Toronto, mentioning the Association of Securities Dealers.

Table of securities listed on the Toronto stock exchange, including various companies and their prices.

INDUSTRIELLES

Table of industrial securities, listing various companies and their prices.

INDUSTRIELLES (offre et demande à Toronto)

Text describing the offer and demand for industrial securities in Toronto.

Table of industrial securities, listing various companies and their prices.

(AP) - Voici les cours de l'or (once Troy) sur les principaux marchés mondiaux...

Londres: \$301.25 (S302.20) Paris: \$300.04 (S305.53) Francfort: \$299.45 (S305.98) Zurich: \$298.00 (S301.50) Hong Kong: \$299.25 (S304.23)

L'once d'or hier à la fermeture était cotée en dollars canadiens à \$400.37...

Ces cotes sont fournies par Deak-Perre Canada Inc., courtier en métaux précieux et devises.

MINES ET PÉTROLES (offre et demande à Toronto)

Text describing the offer and demand for mining and petroleum securities in Toronto.

Table of mining and petroleum securities, listing various companies and their prices.

AVIS LÉGAUX · APPELS D'OFFRES · SOUMISSIONS

LES SOUMISSIONS CACHETÉES, visant le(s) entrepreneur(s) ou service(s) énuméré(s) ci-après, adressées à l'Officier responsable de l'ouverture des soumissions, Gendarmerie royale du Canada, 4225 ouest, boul. Dorchester, Westmount (Québec) H3Z 1V5...

ENTREPRISE Dossier no C1312-1-E. Projet no 84-1611. Pour Gendarmerie royale du Canada. Travaux d'isolation. 4225 ouest, boul. Dorchester, Westmount (Québec).

INSTRUCTIONS La G.R.C. ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Canada

ville de LaSalle APPEL D'OFFRES La Ville de LaSalle ouvrira des soumissions pour: Fourniture et réparation de pneus sur demande.

Les devis, spécifications, clauses générales et conditions sont indiquées dans les documents de soumission et que les personnes intéressées peuvent se procurer à compter de ce jour en s'adressant à l'Hotel de ville, 55, rue Dupras, LaSalle.

APPEL D'OFFRES La Ville de LaSalle ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Simpson ERRATA: Veuillez prendre note des corrections suivantes pour l'encart publicitaire Simpson «Simpson s'attaque au prix».

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Travaux dans la ville de Longueuil Appel d'offres no 134-3-03-41-03 Pour 15h00 Le jeudi 31 janvier 1985

La Société québécoise d'assainissement des eaux requiert des offres pour l'interception des eaux usées, intercepteur Phase II.

Documents disponibles Lieu de vente: Société québécoise d'assainissement des eaux - Rive-Sud - 300, rue Longueuil, Longueuil (Québec) J4H 1H4. Tél.: (514) 670-1810.

Lieux de consultation: Association de la Construction de Montréal et de Québec; Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; Bureaux de la Société à Montréal et à Longueuil.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS Lieu: Société québécoise d'assainissement des eaux - Rive-Sud: a/s Monsieur Raymond Lévesque, Directeur, 300, rue Longueuil, Longueuil (Québec) J4H 1H4.

Forme: Chèque officiel ou visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire ou un cautionnement de soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société québécoise d'assainissement des eaux sont admises à soumissionner.

La Société québécoise d'assainissement des eaux ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Hydro-Québec APPELS D'OFFRES CDL.42085.F 5 Février 1985 TDP.41588.F 5 Février 1985

Les conditions de chacun des appels d'offres sont définies dans un document qui peut être obtenu gratuitement, du lundi au vendredi inclusivement, de 8 h 30 à 16 h, à l'endroit suivant:

GROUPE ÉQUIPEMENT Direction Achats et Contrats 855 est, Sainte-Catherine 17e étage Montréal (Québec) Canada H2L 4P5

Les soumissions seront reçues jusqu'à 10h30 (heure de Montréal), à la date indiquée ci-dessus. Seules les personnes physiques ou morales qui ont une place d'affaires au Québec peuvent soumissionner après avoir obtenu le document d'appel d'offres directement de l'endroit susmentionné.

Les soumissionnaires doivent fournir une garantie égale au montant susmentionné ou à 10% au moins du grand total de leur soumission. La garantie pourra être sous la forme d'un chèque visé ou d'un cautionnement fourni par une compagnie d'assurances.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission. Pour tout renseignement supplémentaire, on peut communiquer avec le service Achats à (514) 289-5903.

Le directeur, Achats - Contrats Michel De Broux

La Voie maritime The St. Lawrence du Saint-Laurent Seaway AVIS AUX ENTREPRENEURS

Des soumissions cachetées dans des enveloppes fermées par l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et marquées «SOUMISSION POUR LE CONTRAT No 12-1967» relativement à la

STABILISATION DES MURS EXISTANTS AU COUDE DE RAMEY, PHASE II (1984), CANAL DE WELAND, VOIE MARITIME, RÉGION DE L'OUEST

seront reçues à l'Édifice de la Voie maritime, Pièce 210, 508 avenue Glendale, Casier postal 370, St. Catharines, Ontario, L2R 6V8, jusqu'à 15:00 heures, heure normale de l'est, le MERCREDI 30 JANVIER 1985.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT, OTTAWA, LE 9 JANVIER 1985.

Canada

MISE AU POINT Veuillez noter que dans notre circulaire «Vente d'entrepôt Sears» de 8 pages en vigueur jusqu'au 12 janvier, à la page 4, l'illustration de l'antigel pour pare-brise No 62508 est inexacte.

DÉCÈS REMERCEMENTS IN MEMORIAM

DÉCÈS BASTIEN (Claude) BEAULIEU (Moïse) (Maurice) BERNARD (Hermine) BOULET (Sr Jeanne) C.N.D. DESGENS (Gérard) DI LILLO (Mario-Thérèse) DUMONT (Gilberte) FOURNIER (Joseph) GEOFFROY (Anna) HARDY (Léon) HOTTE (Albert) LAMBERT (Émile) LA ROQUE (Alicé) LATRÉMOILLE (Louis) LIMOGES (Marie-Jeanne) MATTE (Mary Ursula) PAQUETTE-MAYER (Annette) PERRON (Jean-Louis) PESANT (J. Bernard) PLANTE (Jacqueline) POISSANT (Armande) PRUD'HOMME (Lucien) RIVEST (Eugénie) ROBERGE (Lieutenant-col. J.E. Roger) ST-ONGE (Eugénie) TELLIER (Paul) VANIER (André Guy) ZIGAYER (Aïla)

BASTIEN (Claude) A Montréal, le 7 janvier 1985, à l'âge de 20 ans, est décédé M. Claude Bastien, fils de Jacques et de Suzanne Ouellette. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée 3503, rue Papineau pour se rendre à l'église St-Martin-Canadiens, où le service sera célébré à 2 h et de là au cimetière de l'Est, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

BEAULIEU Moïse (Maurice) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 92 ans, est décédé M. Moïse (Maurice) Beaulieu, époux de feu Florence Lévesque. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc. 6200, boul. Leger (angle Jolicoeur, Côte St-Paul), pour se rendre à l'église St-Jean-de-Matha, 2700 rue Allard, Ville Emard, où le service sera célébré à 11 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salons fermés de 5 h à 7 h.

BERNARD (Hermine) A Montréal, le 8 janvier 1985, à l'âge de 92 ans, est décédée Mme Hermine Bernard retraitée de Desmarais & Robitaille. Fille de feu Alfred Z. Bernard et de feu Clothilde Noisieux. Elle laisse dans le deuil un beau-frère, Elzéar La-reau (époux de Emilienne Bernard); une belle-sœur Yvonne Bernard (épouse de feu Alfred Bernard) ainsi que de nombreux neveux et nièces, parents et amis. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc. 2645, boulevard Henri-Bourassa est, pour se rendre à l'église de la Visitation, où le service sera célébré à 11h30 et de là au crématorium Alfred Dallaire Inc., 2159 boul. St-Martin, Duvernay. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visites: 2h à 5h et de 7h à 10h.

BOULET (Sr Jeanne) C.N.D. A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 79 ans, est décédée Sr Anne Boulet, (S.S. Alphonse de la Croix), native de St-Sauveur, Québec; Sr Boulet a fait profession à la Congrégation de Notre-Dame, en janvier 1926. Elle laisse dans le deuil outre sa famille religieuse, sa sœur Mlle Germaine Boulet, un neveu M. Jacques Boulet, ses nièces Mmes Jules Chastelle, Jeanine Chastelle, Collette Dussault. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant, en la chapelle de la maison-mère, 3040, Sherbrooke ouest et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Direction Alfred Dallaire Inc.

DESGENS (Gérard) A Ville Emard, le 8 janvier 1985, à l'âge de 68 ans, est décédé M. Gérard Desgens, époux de Collette Riha Lacroix. Outre son épouse, il laisse son fils Gilles (Doris Lymburner), sa petite-fille Julie, ses sœurs Annette (Fernand Tremblay), Germaine (Yvon Meloche), son frère Maurice (Carmen Sasseville), ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces; ainsi que de nombreux parents et amis. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc. 6201, rue Laurendeau (angle Jolicoeur, Côte St-Paul), pour se rendre à l'église St-Jean-de-Matha, 2700 rue Allard, Ville Emard, où le service sera célébré à 11 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salons fermés de 5 h à 7 h.

DUMONT (Gilberte) A Lasalle, le 9 janvier 1985, à l'âge de 52 ans, est décédée Mme Jeanne Marie Dumont, née Gilberte Masse. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses deux filles: Johanne et Carole, ses deux gendres Claude Dubois et Daniel Picard. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée 9135, rue Airline pour se rendre à l'église St-Télesphore où le service sera célébré à 11 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

FOURNIER (Joseph) A Montréal, le 8 janvier 1985, à l'âge de 97 ans, est décédé M. Joseph Fournier époux de feu Auréa Touxignat. Il laisse dans le deuil ses enfants: Sr Marie-Joséphine Claude (Colombe), Berthe, Marie-Paule, Pierrette (épouse de J.P. Hamoull), Alexandre (époux de Rosa Vallières), Jean-Marc (époux de Murielle Sagou), Marcel (époux de Jacqueline Sigouin), Gérard, Claude (époux de Rita Laberge), Jean-Guy (époux de Yolande Paquette), ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant. Le convoi funéraire partira des résidences funéraires Magnus Poirier Inc. 185 De Castelnau est pour se rendre à l'église Ste-Cécile, où le service sera célébré à 10 h et de là au cimetière de Ville St-Laurent, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Salons fermés de 5 h à 7 h.

GEOFFROY (Anna) A Montréal, le 8 janvier 1985, à l'âge de 87 ans, est décédée Mlle Anna Geoffroy, retraitée de l'Assurance Vie la Métropolitaine, fille de feu Napoléon Geoffroy et de feu Marie-Anne Cloutier. Elle laisse dans le deuil ses sœurs: Mme veuve Bernadette Robillard, Mlle Simone Geoffroy et Mme Jacqueline Delorme (Hervé); son frère Gérard (Madeleine Labelle). Les funérailles auront lieu jeudi le 10 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 2075, rue de Salaberry, pour se rendre à l'église St-Joseph de Bordeaux, où le service sera célébré à 10 h, et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

ANDRÉ MALAVOY ses enfants, Marie, Jean, Laurent, Sophie, ses petits-enfants, Tristan, Charlotte, Anouk, Pierre, Eric ont la douleur de faire part du décès de MADAME ODETE MALAVOY (leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère) Veuve de la guerre de 1914-1918, Héroïne de la guerre de 1939-1945, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de guerre, Médaille de la Résistance. Rappelée à Dieu, le 6 décembre 1984, à Champniers, Charente, France, dans sa 93e année.

HOTTE (Albert) A Montréal, le 8 janvier 1985, à l'âge de 63 ans, est décédé M. Albert Hotte, époux de Mme Françoise Trudeau. Il laisse dans le deuil ses enfants: Monique (épouse de Marcel Brisebois), Denis (époux de Jeanne Brodeur) ainsi que ses cinq petits-enfants. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira directement des salons Alfred Dallaire Inc. pour se rendre à l'église Notre-Dame-d'Anjou, 8200 Place d'Anjou, Anjou, où le service sera célébré à 11 h et de là au crématorium Alfred Dallaire Inc., à Laval. Prière de ne pas envoyer de fleurs, un don serait apprécié pour la Fondation des Maladies du Cœur ou du Diabète.

LAMBERT (Émile) Le 8 janvier 1985, est décédé M. Emile Lambert, ex-employé de Domlogs, époux de Françoise Routhier. Il laisse dans le deuil son épouse, son fils Pierre (Gisèle Beauséjour); deux petits-fils Éric et Patrick ainsi que ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs. Une liturgie de la parole aura lieu vendredi le 11 janvier, en la chapelle des salons Urgel Bourgie Ltée 5551, rue Wellington à 2 heures, et de là au cimetière de Côte-à-Neiges. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LA ROQUE (Alicé) A Montréal, le 8 janvier 1985 à l'âge de 101 ans, est décédée Mme Alice H. La Roque. Elle était l'épouse du Major René La Roque, officier fondateur du Royal 22e Régiment. Elle laisse dans le deuil ses filles: Mme Renée Zaharia, Andréa Lablanc et André; ses petits-enfants: Martine, Lucie, Sophie, Frédéric; ses sœurs: Cécile, religieuse au Monastère du Précieux-Sang. A sa demande sa dépouille ne sera pas exposée, une liturgie de la parole sera célébrée samedi le 12 courant en la chapelle de la résidence Magnus Poirier Inc., 7388 rue Viau, à 8 heures p.m. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

LATRÉMOILLE (Louis) Après une longue maladie, à Montréal, le 4 janvier 1985, à l'âge de 32 ans, est décédé M. Louis Latrémouille, fils de M. Émile Latrémouille et Françoise Dion. Outre ses parents il laisse ses frères: François (Michèle Béard), et Marc; ses sœurs: Aude et Christine; ses neveux et nièces: Chantal, Pascale, Ariane, Corinne et Frédéric; ses oncles, tantes, cousins et cousines. Les funérailles auront lieu jeudi le 10 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée & J.R. Deslauriers, 5650 Côte-à-Neiges, pour se rendre à l'église Notre-Dame-des-Neiges, où le service sera célébré à 2 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Des dons à l'Association du diabète du Québec, 1111 rue St-Dominique, Montréal H2X 3V6 seraient appréciés.

LIMOGES (Marie-Jeanne) A l'hôpital Sacré-Coeur, le 7 janvier 1985, à l'âge de 59 ans, est décédée Mlle Marie-Jeanne Limoges, elle laisse dans le deuil ses frères: Maurice, André et Guy. A la demande la dépouille mortelle ne sera pas exposée. Les funérailles auront lieu samedi le 12 janvier à 11 h en l'église Ste-Suzanne, 9501 boul. Gouin ouest. Prière de ne pas envoyer de fleurs; des dons aux Oeuvres du cardinal Leger seraient appréciés.

PAQUETTE-MAYER (Annette) A Montréal, le 8 janvier 1985, à l'âge de 48 ans, est décédée Mme Annette Mayer, épouse de Gilles Mayer. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants: Marion, Benoît, Sylvain et Martin; ses sœurs: Rita (Raymond Miron), Gisèle (Georges Fortin), Pauline (Paul Pelletier), Monique (Wilfrid Bériault), ses frères: Marcel (Jeannine), Gérard (Yvette), Guy (Lucille), Gilles (Rita), Robert (Carmen), André et Michel; ainsi que de nombreux neveux et nièces. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Alfred Dallaire Inc., 2159, est boul. St-Martin, Laval, pour se rendre à l'église Ste-Béatrice, où le service sera célébré à 11 h et de là au crématorium Alfred Dallaire Inc. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Pas de fleurs, des dons à la Société canadienne du cancer. Salons fermés de 5 h à 7 h.

PERRON (Jean-Louis) A l'île Bizard, le 9 janvier 1985, à l'âge de 72 ans, est décédé M. Jean-Louis Perron, époux de Simone Valois, Père de Guy (Dyane Poupard) et grand-père de Sophie et Karine. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée et J.A. Legault, 16114 o. boul. Gouin, Ste-Genève, pour se rendre à l'église St-Raphaël de l'île Bizard, où le service sera célébré à 11 h, et de là au cimetière de l'île Bizard, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi à 7 h. heures de visites: de 2 h à 5 h et de 7 h à 10 h.

PESANT (J. Bernard) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 78 ans, est décédé M. J. Bernard Pesant, époux de George Paquin. Outre son épouse, il laisse ses enfants: Marcel (Louise Ratelle), Monique, Gérard (Micheline Leblanc) et André; ses petits-enfants: Martine, Lucie, Sophie, Frédéric; ses sœurs: Cécile, religieuse au Monastère du Précieux-Sang. A sa demande sa dépouille ne sera pas exposée, une liturgie de la parole sera célébrée samedi le 12 courant en la chapelle de la résidence Magnus Poirier Inc., 7388 rue Viau, à 10 heures et de là au crématorium Alfred Dallaire Inc. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. S.V.P. ne pas envoyer de fleurs, des offrandes de messes seraient appréciées.

POISSANT (Armande) A LaSalle, le 9 janvier 1985, à l'âge de 58 ans, est décédée Mme Armande Ouellet Poissant. Elle laisse dans le deuil ses deux filles Céline et Lucie. A la demande de la défunte, elle ne sera pas exposée. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée et J.R. Deslauriers, 790 boul. Ste-Croix, Ville St-Laurent pour se rendre à l'église St-Laurent où le service sera célébré à 10 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visites: jeudi, de 14 h à 17 h et 19 h à 22 h.

MATTE (Mary Ursula) A St-Laurent, le 8 janvier 1985, à l'âge de 83 ans, est décédée Mme veuve Antonio Matte née Mary Ursula Mc Cann. Elle laisse dans le deuil un fils Vincent B., une fille Jean (épouse de William Caban); quatre petits-enfants: Bill, Paul, Diane et Tony; deux arrière-petits-enfants ainsi que sa sœur Mme Joséphine Mc Cabe de Perth, Ontario. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée et J.R. Deslauriers 790 boul. Ste-Croix Ville St-Laurent pour se rendre à l'église St-Laurent où le service sera célébré à 10 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

PRUD'HOMME (Lucien) A St-Christophe, le 9 janvier 1985, à l'âge de 80 ans, est décédé M. Lucien Prud'homme, époux de Valéda Lussier, demeurant au 464 Notre-Dame à St-Christophe. Outre son épouse, il laisse dans le deuil son fils Claude (époux de Monique Castonguay); sa fille Marjorie et son fils Pierre Trahan ainsi que ses petits-enfants. La dépouille mortelle sera exposée jeudi au funéraire Gibeau Inc., 107, rue Vincent, à St-Christophe, et vendredi à la Coopérative Funéraire de l'Estrie, 530 Prospece à Sherbrooke. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant à l'église paroissiale Notre-Dame-de-la-Protection, à Sherbrooke, où le service sera célébré à 10h30 et de là au cimetière de St-Michel, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

RIVEST (Eugénie) A Greenfield Park, à l'hôpital Charles-Lemoin, le 9 janvier 1985, à l'âge de 60 ans, est décédée Mme Eugénie Burd, épouse de Fernand Rivest. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants: Nicole, Danièle, Sylvie, Suzanne, Marie-Josée, sept petits-enfants, frères et belles-sœurs. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant. Le convoi funéraire partira des salons Ed. Darche & Fils 505 ouest, rue Curé-Poirier, Longueuil, pour se rendre à l'église St-Robert où le service sera célébré à 10 h et de là au crématorium Darche lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi à 7 h. heures de visites: de 2 h à 5 h et de 7 h à 10 h.

ROBERGE (Lieutenant-col. J.E. Roger) Le 8 janvier 1985, est décédé le lieutenant-colonel J.E. Roger Roberge, époux de Romique Carrière et de feu Joséphine Bolduc. Il laisse ses enfants: Marie-Thérèse (Christen Sorensen), Patricia, Pierre, Jacques (Dolores Antonation), Lucille, François, Michel et Lise Anne; ses petits-enfants: Anne, John, Suzanne, Max, Eric, André, Alex et Marie-France. Parents et amis sont convoqués à l'église Notre-Dame-de-Grâce, samedi le 12 janvier 1985, à 10h45 a.m., pour rencontrer la famille à 11h30.

ROBERGE (Lieutenant-col. J.E. Roger) Le 8 janvier 1985, est décédé le lieutenant-colonel J.E. Roger Roberge, époux de Romique Carrière et de feu Joséphine Bolduc. Il laisse ses enfants: Marie-Thérèse (Christen Sorensen), Patricia, Pierre, Jacques (Dolores Antonation), Lucille, François, Michel et Lise Anne; ses petits-enfants: Anne, John, Suzanne, Max, Eric, André, Alex et Marie-France. Parents et amis sont convoqués à l'église Notre-Dame-de-Grâce, samedi le 12 janvier 1985, à 10h45 a.m., pour rencontrer la famille à 11h30.

ST-ONGE (Eugénie) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 90 ans, est décédée Mlle Eugénie St-Onge, fille de feu Antoine St-Onge et de feu Marie Lemay. Elle laisse dans le deuil sa sœur Fabiola; son frère Arthur ainsi que plusieurs neveux et nièces. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 1750 Amherst, pour se rendre à l'église St-Pierre Apôtre où le service sera célébré à 2 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé vendredi à 10 h a.m.

TELLIER (Paul) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 59 ans, est décédé M. Paul Tellier, époux de Jeannette Manseau. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants: Michel, Albert, Jean-Pierre et Marie-Andrée. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé vendredi à 10 h a.m.

VANIER (André Guy) A l'hôpital Jewish General, le 9 janvier 1985, à l'âge de 52 ans, est décédé M. André Guy Vanier, époux bien-aimé d'Anna Dodge, père de Pierre-André et Michel-Christophe. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Wray Walton Wray Inc., 1459, rue Towers (angle boul. de Maisonneuve ouest), pour se rendre à l'église Ascension Barakot, à Westmount, où le service sera célébré à 10 h a.m. et inhumation au cimetière de Côte-à-Neiges. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi le 10 janvier de 7 h à 9 h.

ZIGAYER (Aïla) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 87 ans, est décédée Mme veuve Thomas Zigayer née Alla Kalifey, mère dévouée de Georges (Isabel Aziz), Mary Yaved, Violette, Barakot, Alice (Franz Haddad), sœur de Michael Kalifey de Détroit Michigan, grand-mère bien-aimée de Georges Jr, Andrew, Caroline Zigayer, Corinne Yaved, Annabelle, Allan, Gordon Barakot, Doréen (Drummond) et Robert Haddad. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée 745 est, rue Crémazie pour se rendre à l'église St-Georges Orthodoxe où le service sera célébré à 2 h et de là au cimetière de Mont-Royal lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi 2h. Heures de visites de 2 h à 5 h, 7 h à 10 h. Au lieu de fleurs, des dons à l'église St-Georges Orthodoxe.

Exprimez vos condoléances par un don aux Oeuvres du Cardinal Léger

Pour exprimer vos condoléances, faites un don aux Oeuvres du Cardinal Léger et aidez ainsi les plus pauvres du monde. Nous ferons parvenir à la famille éplorée un message de sympathie de votre part.

Vous pouvez envoyer votre don directement au Cardinal ou utiliser les cartes spéciales qui sont disponibles dans la plupart des maisons funéraires.

Le Cardinal Léger et ses Oeuvres 130, avenue de l'Épée Outremont H2V 3T2

PRUD'HOMME (Lucien) A St-Christophe, le 9 janvier 1985, à l'âge de 80 ans, est décédé M. Lucien Prud'homme, époux de Valéda Lussier, demeurant au 464 Notre-Dame à St-Christophe. Outre son épouse, il laisse dans le deuil son fils Claude (époux de Monique Castonguay); sa fille Marjorie et son fils Pierre Trahan ainsi que ses petits-enfants. La dépouille mortelle sera exposée jeudi au funéraire Gibeau Inc., 107, rue Vincent, à St-Christophe, et vendredi à la Coopérative Funéraire de l'Estrie, 530 Prospece à Sherbrooke. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant à l'église paroissiale Notre-Dame-de-la-Protection, à Sherbrooke, où le service sera célébré à 10h30 et de là au cimetière de St-Michel, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

RIVEST (Eugénie) A Greenfield Park, à l'hôpital Charles-Lemoin, le 9 janvier 1985, à l'âge de 60 ans, est décédée Mme Eugénie Burd, épouse de Fernand Rivest. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants: Nicole, Danièle, Sylvie, Suzanne, Marie-Josée, sept petits-enfants, frères et belles-sœurs. Les funérailles auront lieu samedi le 12 courant. Le convoi funéraire partira des salons Ed. Darche & Fils 505 ouest, rue Curé-Poirier, Longueuil, pour se rendre à l'église St-Robert où le service sera célébré à 10 h et de là au crématorium Darche lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi à 7 h. heures de visites: de 2 h à 5 h et de 7 h à 10 h.

ROBERGE (Lieutenant-col. J.E. Roger) Le 8 janvier 1985, est décédé le lieutenant-colonel J.E. Roger Roberge, époux de Romique Carrière et de feu Joséphine Bolduc. Il laisse ses enfants: Marie-Thérèse (Christen Sorensen), Patricia, Pierre, Jacques (Dolores Antonation), Lucille, François, Michel et Lise Anne; ses petits-enfants: Anne, John, Suzanne, Max, Eric, André, Alex et Marie-France. Parents et amis sont convoqués à l'église Notre-Dame-de-Grâce, samedi le 12 janvier 1985, à 10h45 a.m., pour rencontrer la famille à 11h30.

ST-ONGE (Eugénie) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 90 ans, est décédée Mlle Eugénie St-Onge, fille de feu Antoine St-Onge et de feu Marie Lemay. Elle laisse dans le deuil sa sœur Fabiola; son frère Arthur ainsi que plusieurs neveux et nièces. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée, 1750 Amherst, pour se rendre à l'église St-Pierre Apôtre où le service sera célébré à 2 h et de là au cimetière de Côte-à-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé vendredi à 10 h a.m.

TELLIER (Paul) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 59 ans, est décédé M. Paul Tellier, époux de Jeannette Manseau. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants: Michel, Albert, Jean-Pierre et Marie-Andrée. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé vendredi à 10 h a.m.

VANIER (André Guy) A l'hôpital Jewish General, le 9 janvier 1985, à l'âge de 52 ans, est décédé M. André Guy Vanier, époux bien-aimé d'Anna Dodge, père de Pierre-André et Michel-Christophe. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Wray Walton Wray Inc., 1459, rue Towers (angle boul. de Maisonneuve ouest), pour se rendre à l'église Ascension Barakot, à Westmount, où le service sera célébré à 10 h a.m. et inhumation au cimetière de Côte-à-Neiges. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi le 10 janvier de 7 h à 9 h.

ZIGAYER (Aïla) A Montréal, le 9 janvier 1985, à l'âge de 87 ans, est décédée Mme veuve Thomas Zigayer née Alla Kalifey, mère dévouée de Georges (Isabel Aziz), Mary Yaved, Violette, Barakot, Alice (Franz Haddad), sœur de Michael Kalifey de Détroit Michigan, grand-mère bien-aimée de Georges Jr, Andrew, Caroline Zigayer, Corinne Yaved, Annabelle, Allan, Gordon Barakot, Doréen (Drummond) et Robert Haddad. Les funérailles auront lieu vendredi le 11 courant. Le convoi funéraire partira des salons Urgel Bourgie Ltée 745 est, rue Crémazie pour se rendre à l'église St-Georges Orthodoxe où le service sera célébré à 2 h et de là au cimetière de Mont-Royal lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Exposé jeudi 2h. Heures de visites de 2 h à 5 h, 7 h à 10 h. Au lieu de fleurs, des dons à l'église St-Georges Orthodoxe.

REMERCEMENTS, PRIÈRES RECOMMANDATION À Mère Emeline Gagnon pour foyers obtenus: Obtention d'emploi et cas de mortelle. GG, AGO, MM. REMERCEMENT AU ST-ESPRIT pour foyers obtenus. A.L. REMERCEMENT AU ST-ESPRIT pour foyers obtenus. S.B. REMERCEMENT AU ST-ESPRIT pour foyers obtenus. J.C. REMERCEMENT à la bonne Ste-Vierge et au St-Esprit pour foyers obtenus. H.C.

Échec au crime à Ottawa

OTTAWA (PC) — Pour faire obstacle à la criminalité croissante et résoudre les crimes impunis, la Streté municipale d'Ottawa lancera au printemps un programme assez révolutionnaire intitulé «Échec au crime».

Ce programme, inspiré d'une méthode américaine, a l'originalité de faire participer le public dans la recherche d'indices qui pourraient éventuellement conduire à l'arrestation d'individus soupçonnés d'avoir commis un acte criminel, a souligné le sergent Paul Roy, qui, avec son collègue Bruce Harrison, s'occupe à plein temps à la mise en oeuvre du programme.

«Échec au crime» est essentiellement la reconstitution d'un acte criminel qui n'a pas encore été résolu et que les témoins pourraient voir sur leur petit écran, dans le cadre des nouvelles régionales.

Après la reconstitution du crime, les témoins seraient à la recherche de certains faits pour certains faire pourrir la police à communiquer à la police en composant un numéro spécial apparaissant à l'écran. — Des récompenses en argent seront accordées aux Sherlock Holmes amateurs qui auront fourni des renseignements menant à l'arrestation de ou des criminels, a indiqué M. Roy. La Streté d'Ottawa compte également sur les journaux et la radio qui ont été invités à participer à ce programme.

Échec au crime à Ottawa

OTTAWA (PC) — Pour faire obstacle à la criminalité croissante et résoudre les crimes impunis, la Streté municipale d'Ottawa lancera au printemps un programme assez révolutionnaire intitulé «Échec au crime».

Ce programme, inspiré d'une méthode américaine, a l'originalité de faire participer le public dans la recherche d'indices qui pourraient éventuellement conduire à l'arrestation d'individus soupçonnés d'avoir commis un acte criminel, a souligné le sergent Paul Roy, qui, avec son collègue Bruce Harrison, s'occupe à plein temps à la mise en oeuvre du programme.

«Échec au crime» est essentiellement la reconstitution d'un acte criminel qui n'a pas encore été résolu et que les témoins pourraient voir sur leur petit écran, dans le cadre des nouvelles régionales.

Après la reconstitution du crime, les témoins seraient à la recherche de certains faits pour certains faire pourrir la police à communiquer à la police en composant un numéro spécial apparaissant à l'écran. — Des récompenses en argent seront accordées aux Sherlock Holmes amateurs qui auront fourni des renseignements menant à l'arrestation de ou des criminels, a indiqué M. Roy. La Streté d'Ottawa compte également sur les journaux et la radio qui ont été invités à participer à ce programme.

Immeuble Darlington Reg'd

Canada MISE AU POINT Veillez noter que dans notre circ

LA BOURSE EN BREF

MONTREAL			TORONTO			NEW YORK								
Volume:			Volume:			Volume:								
Mercredi	6,060,000		Mercredi	15,207,000		Mercredi	99,830,000							
Mardi	3,774,000		Mardi	10,173,000		Mardi	92,110,000							
Faits saillants:			Faits saillants:			Faits saillants:								
Mercredi	Mardi		Mercredi	Mardi		Mercredi	Mardi							
Actions trans.	328	311	Actions trans.	894	922	Actions trans.	2,015	2,002						
Gains	130	105	Gains	330	296	Gains	1,066	822						
Pertes	100	107	Pertes	249	328	Pertes	498	681						
Inchangées	98	99	Inchangées	315	298	Inchangées	451	499						
Hauts 84	52	45	Hauts 84	29	16	Hauts 84	44	55						
Bas 84	56	76	Bas 84	23	27	Bas 84	12	20						
Valeurs les plus actives			Valeurs les plus actives			Indices Dow Jones:								
Volume	Valeurs	Ferm.	Var.	Volumes	Valeurs	Ferm.	Var.	Ouv.	Haut	Bas	Côté	Var.		
1,217,002	Bk. N. Scotia	12%	inch.	2,155,166	Union Enterp.	12%	+	30 ind.	1193,79	1209,47	1190,26	1202,74	+11,04	
1,215,958	B. Can. Imp. C.	29%	+	1,220,181	TD Bank	17%	+	20 Tr	557,91	567,21	556,02	564,44	+7,75	
1,017,500	Union Enterp.	12%	+	1,188,522	Bell Cda Ent.	34%	inch.	15 Sr P	146,65	147,93	145,93	147,16	+0,31	
828,896	TD Bank	17%	inch.	1,120,000	Hees Int. -E	24%	+	65 Comp	484,19	490,68	482,56	488,07	+4,56	
146,687	Gaz Metro.	8%	+	532,300	Cons. Glass	13%	+	Indices Standard & Poor's:						
Juniors / Mines et pétroles			Mines et pétroles			Indices Standard & Poor's:								
Volume	en cents	Ferm.	Var.	Volumes	en cents	Ferm.	Var.	Haut	Bas	Ferm.	Var.			
19,500	Lynx Cda Exp.	48	-0,2	104,891	Pac. Tr-Ocean	77	-0,7	500 composé	165,57	163,99	165,18	+1,19		
12,500	Baleman	16	inch.	104,456	Drummond P.	26	inch.	480 Industries	184,40	182,62	183,92	+1,30		
9,236	Cons. Imp.	2,10	+0,1	101,456	C. Red Lake	22%	+	20 Transport	144,33	142,31	144,33	+2,02		
8,025	Midespa	1,45	-0,5	66,314	Echo Bay	11%	+	15 Sr. publique	75,38	74,78	75,26	+0,48		
7,000	Yorbeau Res.	80	+0,5	63,200	Petro-Sun Int.	2,15	+2,0	40 Finances	18,54	18,37	18,50	-0,13		

Année record

■ TORONTO (PC) — La production canadienne d'automobiles et de camions a atteint un sommet record en 1984, indiquent des chiffres rendus publics hier par l'Association des manufacturiers de véhicules motorisés.

L'année dernière, 1,824 million de véhicules ont été assemblés au Canada, contre 1,522 million en 1983.

Le record précédent avait été établi en 1978, année au cours de laquelle 1,818 automobiles et camions ont été construits au pays.

Le président de l'association, M. Norm Clark, trouve les résultats de l'année dernière d'autant plus impressionnants que les chiffres records publiés en 1978 incluaient aussi des unités non assemblées qui ne sont pas compilées dans les résultats de 1984.



NORDAIR PLUS:

nous payons l'hôtel et le transport terrestre.

Maintenant, avec les forfaits Nordair Plus, pour le même prix qu'un aller-retour à tarif économique, vous obtenez un billet aller-retour, notre service personnalisé...

PLUS

l'hébergement de classe standard pour 1 nuit à un hôtel de Toronto, Montréal, Ottawa, Thunder Bay, Sault-Ste-Marie, Windsor ou Hamilton.

PLUS

2 allers simples en limousine ou en mini-bus ou une voiture de location Tilden pendant 24 heures.

PLUS

un cocktail gracieuseté de la maison. Tout ceci est compris dans le nouveau Nordair Plus de Nordair. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou Nordair: (514) 636-7670 ou (514) 486-3875. Ou encore rendez-vous à notre nouveau comptoir du centre-ville au 631 Dorchester (coin Université). Offre en vigueur du 14 janvier au 30 mars 1985. Tous les bons d'hôtel peuvent être utilisés n'importe quand jusqu'au 30 mars 1985 et doivent être présentés avec un billet Nordair Plus lors de l'enregistrement à l'hôtel.



DRI 4522

NORDAIR
+ FFF PLUS

CHIBOUGAU • DOLBEAU • DRYDEN • FORT CHIMO • FORT LAUDERDALE • FROBISHER BAY • HALL BEACH • HAMILTON • LA GRANDE • MONTRÉAL • NANISIVIK • OTTAWA • PITTSBURGH • POSTE-DE-LA-BALEINE • RESOLUTE BAY • SAULT-STE-MARIE • THUNDER BAY • TORONTO • VAL D'OR • WINDSOR • WINNIPEG.

Pour vous assurer d'obtenir une chambre, nous vous recommandons de faire une réservation.



Hôtels CN Valhalla Inn, Holiday Inn
Ottawa, Toronto, Montréal Thunder Bay S.S. Marie, Windsor, Hamilton

OPTIONS TRANS-CANADA (non transigées) suite de la page D 10

Option	Mois	Prix	Offre	Dem.	Op.	Trans.	Cr.	Option	Mois	Prix	Offre	Dem.	Op.	Trans.	Cr.
Silco A	My 22 1/2	415	976	60	120 1/2			TIC PL	My 22 1/2	60	65	75	121 1/2		
Silco A	Ag 17 1/2	10	876	54	120 1/2			TIC PL	Ag 22 1/2	194	362	115	121 1/2		
Silco A	Ag 20	15	773	52 1/2	120 1/2			Wcoast	Jan 12 1/2	20	40	12 1/2	115		
Silco A	Ag 22 1/2	10	83	90	120 1/2			Wilkr R	Mr 22 1/2	34	43	15	124 1/2		
T-D Bk	Mr 17 1/2	6	1220	90	117 1/2			Wilkr R	Mr 25	27	180	65	124 1/2		
T-D Bk	Jan 15	20	66	53 1/2	117 1/2			Wilkr R	Mr 25 p	56	307	105	124 1/2		
T-D Bk	Jan 17 1/2	5	447	140	117 1/2			Wilkr R	Mr 27 1/2	35	45	43	124 1/2		
TIX	Jan 11 1/2	15	200	10	117			Wilkr R	Jan 22 1/2	77	71	40	124 1/2		
TIX	Jan 12 1/2	112	315	25	117			Wilkr R	Jan 25	92	407	105	124 1/2		
TIX	Jan 12 1/2 p	10	90	12 1/2	117			Wilkr R	Jan 25 p	7	140	135	124 1/2		
TIX	Fb 11 1/2	20	194	50	117			Wilkr R	Sp 25	111	124	150	124 1/2		

POISSONS ET FRUITS DE MER
POL MARTIN

Préparation du poisson

Filetan à la pays

140 RECETTES
Couverture souple
ILLUSTRATIONS EN COULEURS

Vient de paraître

POISSONS ET FRUITS DE MER

POL MARTIN

J'ai pensé écrire ce livre, accompagné de photos explicatives, à l'intention de ceux et celles qui désirent inclure ces aliments hautement nutritifs plus fréquemment dans leurs menus quotidiens mais ne savent pas toujours comment s'y prendre.

Pourtant, rien n'est plus simple ni plus rapide du fait que la chair du poisson et des fruits de mer demande très peu de cuisson. La plupart des recettes décrites dans les pages qui suivent en sont la preuve: des plats savoureux exécutés en très peu de temps.

Bonne chance à tous, sans oublier les amateurs de pêche!

EN VENTE PARTOUT

Chef Pol Martin

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE 743

Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «POISSONS ET FRUITS DE MER» au prix de 17,95\$ chacun, plus 1\$ pour frais de poste et de manutention.

Je suis abonné à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de «POISSONS ET FRUITS DE MER» au prix de 14,35\$ l'exemplaire plus 1\$ pour frais de poste et de manutention.

No d'abonné: _____

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD No. _____

VISA No. _____

À retourner aux: En vente également dans toutes les librairies

Éditions La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques
Montréal, Québec H2Y 1K9

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____

PROVINCE: _____

CODE POSTAL: _____ TEL: _____

TOTAL ci-joint: _____ (Plus 1\$ pour frais de poste et de manutention)

Apprenez le **SHIATSU**
(acupression — acupuncture sans aiguilles)

Soulagement de la tension et de la douleur, énergie, vitalité sexuelle.

Atelier de base les 12 et 13 janvier de 13 h à 18 h 30 avec M.E. Fanaberia B.A., S.S.C., instructeur certifié de niveau international

Prédémonstration gratuite le vendredi 11 janvier à 19 h 15

Premier centre d'accréditation du Québec depuis 1976
Pour renseignements et brochure: 483-1319

CENTRE DES ARTS DE LA SANTÉ
2105, av. Grey (coin Sherbrooke) Montréal H4A 3N3
(4 rues à l'est de Décarie, à deux pas du métro Vendôme)

LIQUIDATION
VÊTEMENTS DE SKI DE FOND

ÉPARGNEZ de 40% à 60% DU PRIX RÉGULIER
MARQUES RECONNUES DU SKIEUR

- ANORAK
- KNICKERS
- ENSEMBLE 2 PIÈCES
- VESTE POPELINE
- GUÈTRES • SAC À SKI
- BAS • GANTS • TIGUES
- SALOPETTES DE SKI ALPIN

Disponibles dans toutes les tailles couleurs et tissus
Grand choix de 30 modèles
HOMMES — FEMMES — ENFANTS

9600, rue Meilleur, 9e étage, suite 920
lun. au ven. 9h à 17h — samedi 8h30 à 13h
381-8076

CARIOCA

c'est mieux, c'est clair!

Distillée au Canada par Schenley Canada Inc.